



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
SERRE-PONÇON

ELABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

*Analyse transversale des modalités de fonctionnement socio-économique
et environnemental*

12/05/2025



INTRODUCTION

PARTIE 1 - LE MOTEUR DEMOGRAPHIQUE

PARTIE 2 - LES MOTEURS DE DEVELOPPEMENT

PARTIE 3 - LE MOTEUR ECONOMIQUE

PARTIE 4 - COHESION SOCIALE

PARTIE 5 - EMPREINTE TERRITORIALE ET VULNERABILITE

INTRODUCTION

*Un cadre d'analyse spécifique pour optimiser la compréhension
des dynamiques territoriales*



UNE GRILLE D'ANALYSE SPECIFIQUE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

La grille d'analyse proposée a été développée par Olivier Portier et testée depuis 15 ans dans plus de 150 territoires.

Cette grille d'analyse permet de disposer d'une représentation synthétique et transversale de la dynamique de développement des territoires assise à la fois sur une analyse des dynamiques de stocks (populations, entreprises, emplois...) et des dynamiques de flux (flux de populations, d'énergie, de revenus...).

Analyser le degré
d'interaction entre les
différentes composantes des
écosystèmes territoriaux

Tenir compte de l'impact
des transformations qui se
produisent dans
l'environnement externe
(crises économiques,
changements sociétaux,
bouleversement
climatique...)

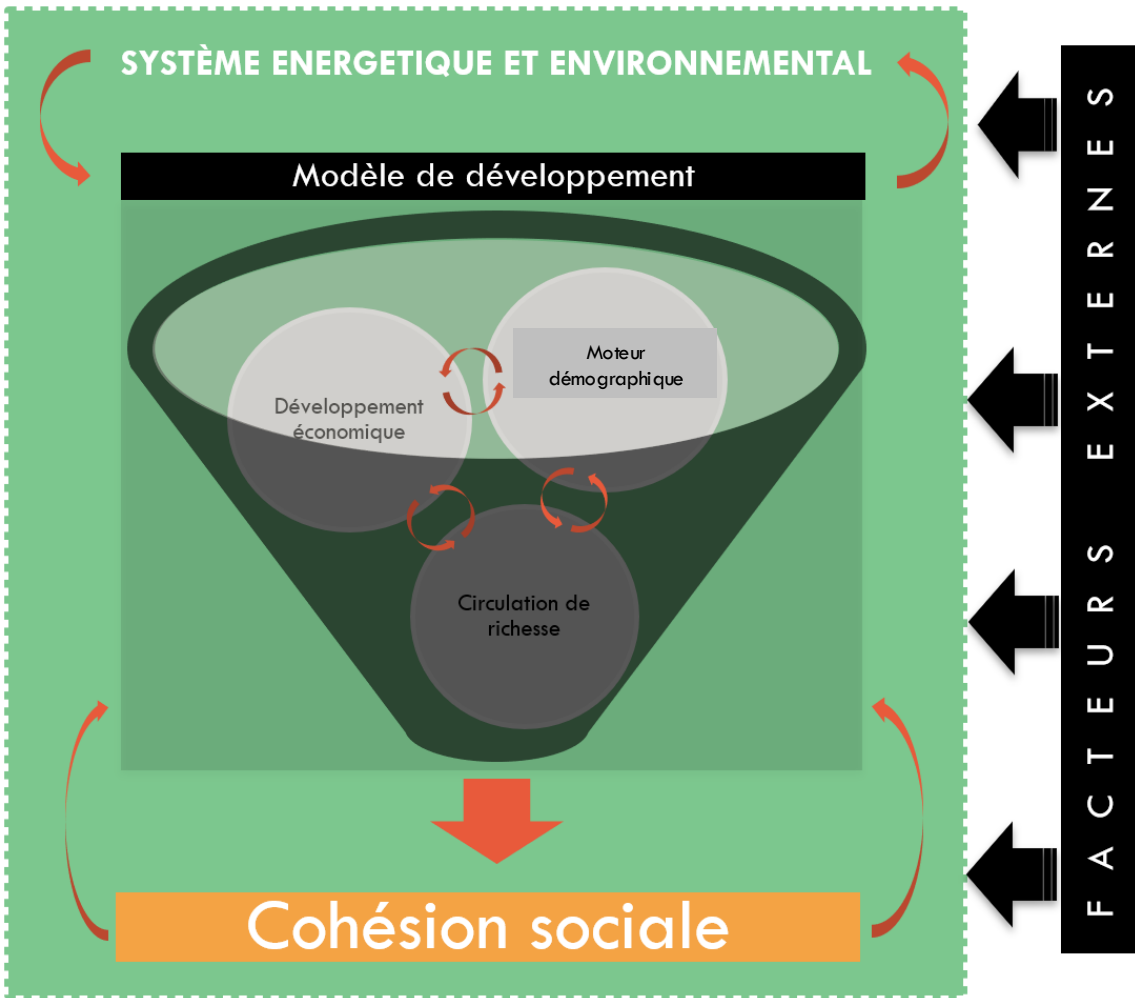
Elle s'articule autour de 3 « blocs » étroitement interdépendants qui composent l'écosystème territorial :

- Le **modèle de développement** qui est déterminé à partir de 3 leviers :
 - le moteur démographique
 - les moteurs de développement (circulation de richesse)
 - le moteur économique
- La **cohésion sociale**
- Le **système énergétique et environnemental**

Dans cette grille d'analyse :

- les questions énergétique et environnementale englobent tout le reste dans la mesure où la disposition d'énergie conditionne le fonctionnement de l'économie et de la société et les conditions environnementales impactent les modèles de développement
- le modèle de développement est un moyen au service d'une fin : l'amélioration des conditions sociales des populations dans le respect des conditions environnementales actuelles et futures.

REPRESENTATION D'UN ECOSYSTEME TERRITORIAL



MOTEUR DEMOGRAPHIQUE

Dynamique démographique, attractivité et natalité, vieillissement et ménages

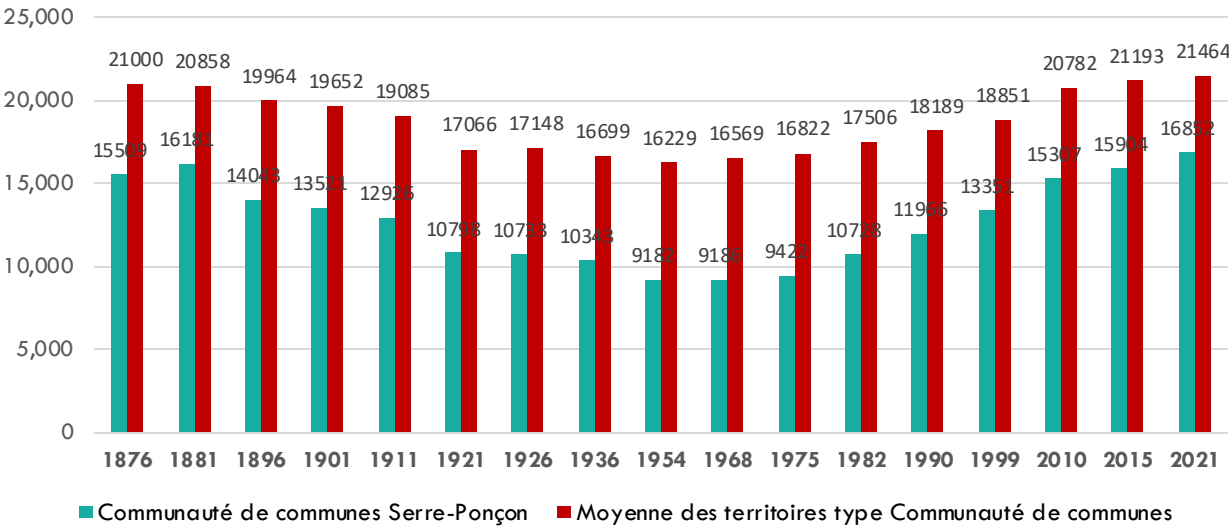


PARTIE 1

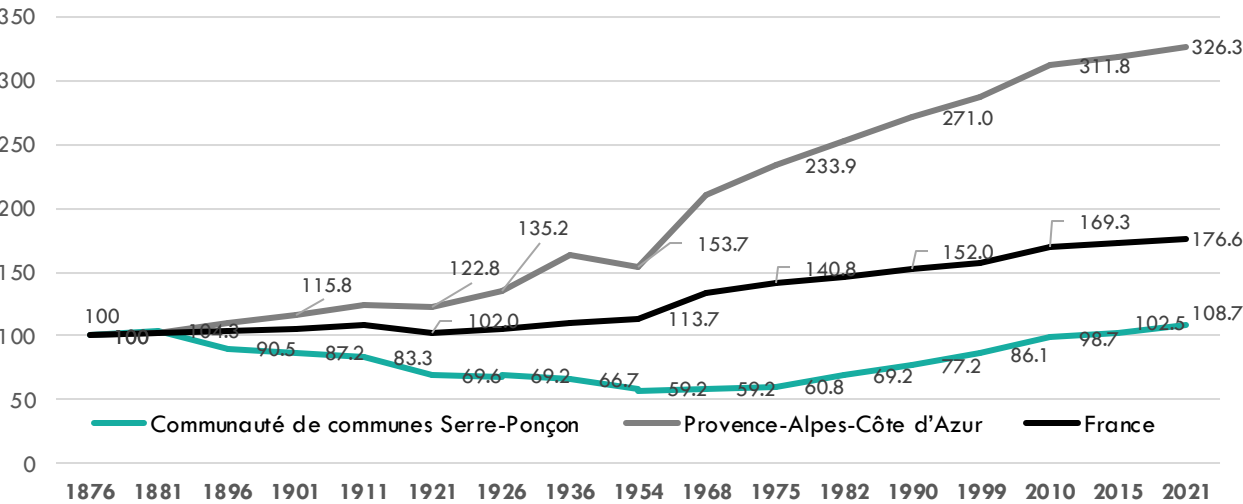
1.1. DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE

DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE : EVOLUTION DE LA POPULATION

Evolution du nombre d'habitants depuis 1876



Evolution du nombre d'habitants depuis 1876
(en indice, 1876 = 100)



Evolution du nombre d'habitants depuis 1990

	1990	2021	Evo. (en VA)	Evo. (en %)
Communauté de communes Serre-Ponçon	11 966	16 852	4 886	40,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 257 907	5 127 840	869 933	20,4%
France	58 040 659	67 404 917	9 364 258	16,1%

La CCSP connaît une **dynamique démographique positive** depuis les années 1970,

Sa population a crû de plus de 40 % depuis 1990, soit une croissance deux fois plus rapide qu'en région PACA (+20 %).

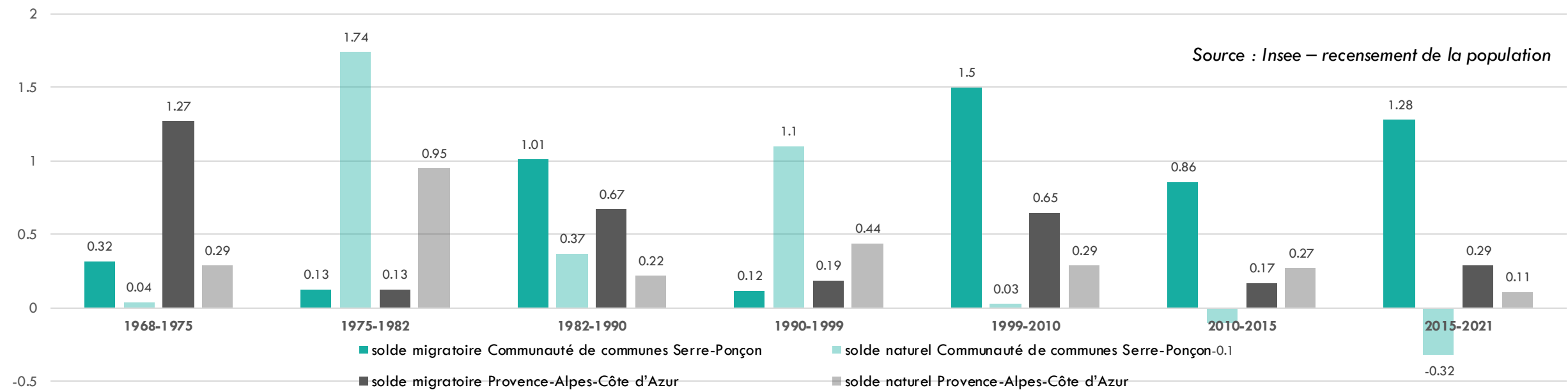
Ce dynamisme s'inscrit dans une tendance de rattrapage longue : la population retrouve à peine aujourd'hui le niveau de la fin du XIXe siècle, après un long déclin.

Source : Insee – recensement de la population

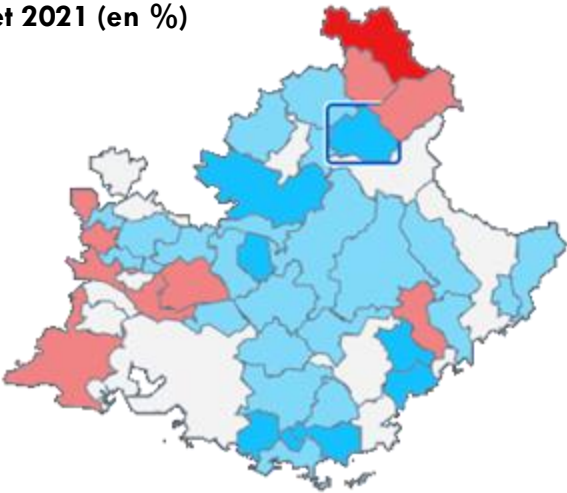
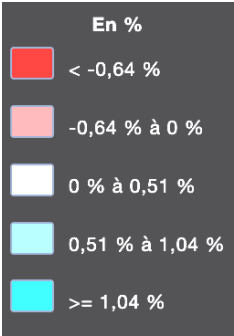
1.2. ATTRACTIVITE ET NATALITE

ATTRACTIVITE ET NATALITE : SOLDES MIGRATOIRE ET NATUREL

Taux de variation annuelle moyen de la population dû au solde naturel et migratoire entre 1968 et 2021 (en %)



Taux de variation annuelle moyen de la population dû au solde migratoire entre 2015 et 2021 (en %)



La dynamique démographique de la CCSP s'appuie sur le solde migratoire depuis les années 2000.

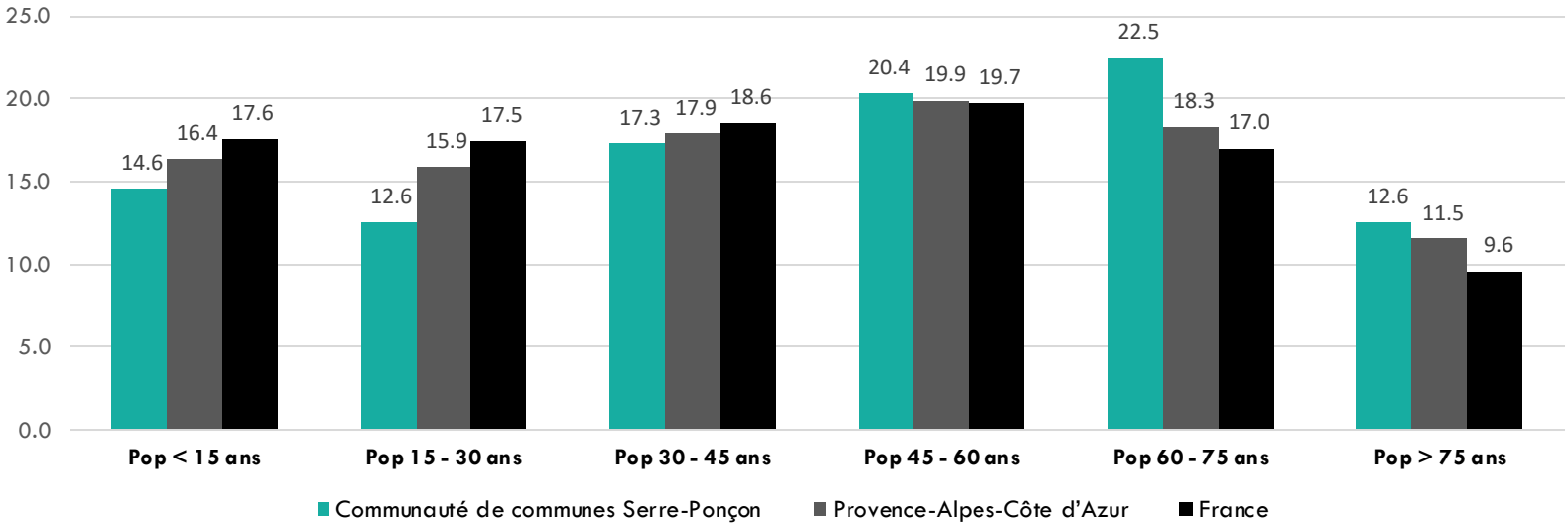
On observe qu'entre 2015 et 2021, le solde naturel (différence naissances//décès) est négatif (- 0,32%) mais est largement compensé par le solde migratoire (+1,28%), permettant ainsi au territoire de gagner en population.

Le territoire de la CCSP peut être ainsi qualifié de **territoire attractif du point de vue résidentiel**. Il se positionne d'ailleurs parmi les territoires les plus attractifs de PACA (seule la CA Sud Sainte Baume et la CC Méditerranée Porte des Maures font mieux avec respectivement des taux de variation dûs au solde migratoire de 1,59% et 1,79%).

1.3. VIEILLISSEMENT

VIEILLISSEMENT : REPARTITION ET EVOLUTION DE LA POPULATION PAR CLASSE D'AGE

Répartition de la population par classe d'âge en 2020 (en %)

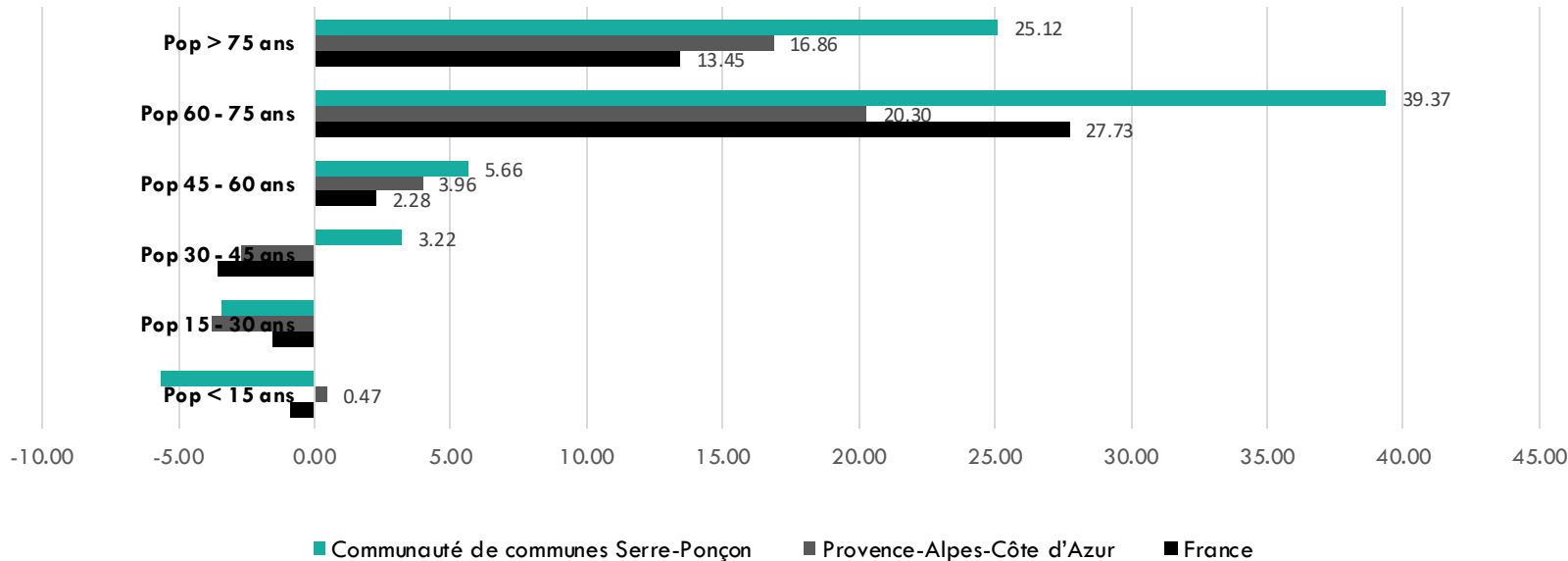


La population de la CCSP présente un vieillissement plus marqué que la moyenne nationale et régionale, avec une part élevée de personnes de plus de 60 ans.

En revanche, elle confirme une attractivité notable, pour les tranches d'âge actives, contrairement à la tendance observée en PACA et en France.

En effet, elle a gagné + 3% chez les 30 à 45 ans entre 2009 et 2020, (au contraire de PACA - 3% et de la France - 4%) et près de 6% chez les 45 à 60 ans.

Evolution de la population par classe d'âge entre 2009 et 2020 (en %)

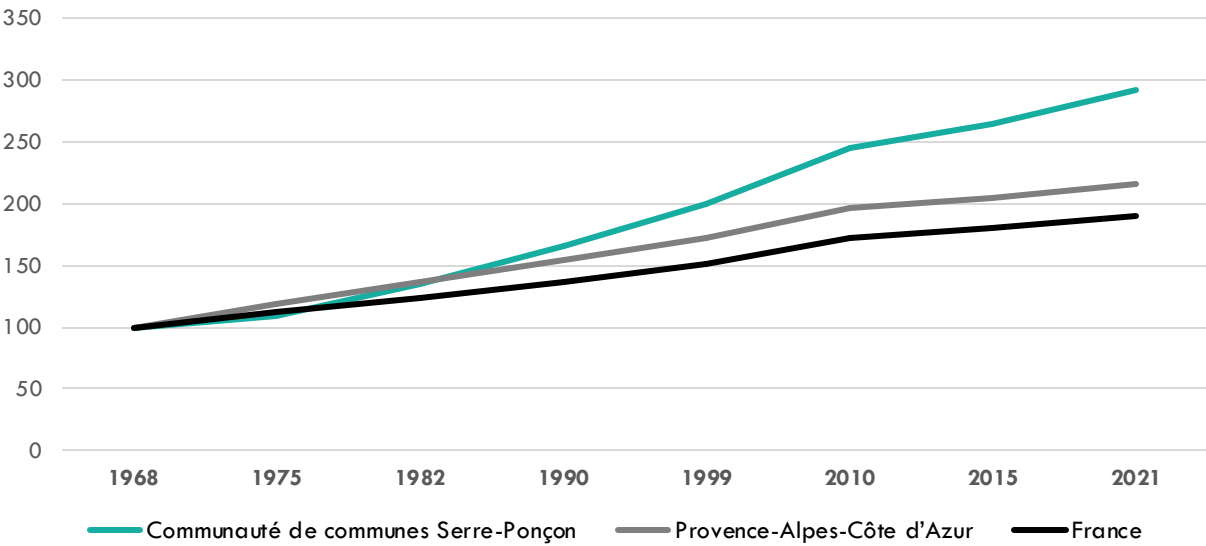


Source : Insee – recensement de la population

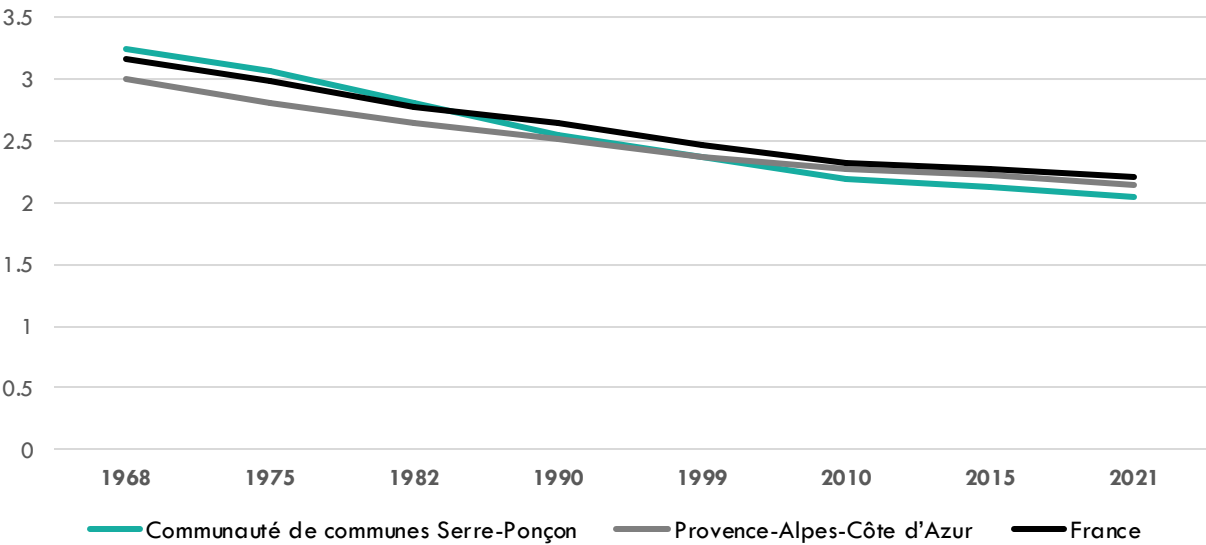
1.4. MENAGES

MENAGES : EVOLUTION DES MENAGES ET DE LEUR TAILLE MOYENNE

Evolution du nombre de ménages depuis 1968
(en indice, 1968 = 100)



Evolution du nombre de personnes par ménage depuis 1968
(en indice, 1968 = 100)



Evolution du nombre de ménages entre 1968 et 2021

	1968	2021	Evo. (en VA)	Evo. (en %)
Communauté de communes Serre-Ponçon	2 828	8 259	5 431	192,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 100 970	2 383 108	1 282 138	116,5%
France	16 064 585	30 527 422	14 462 837	90,0%

Si la CCSP voit le nombre de ses ménages augmenter considérablement plus vite qu'en moyenne PACA et France, elle voit aussi la **taille de ses ménages se réduire plus rapidement qu'ailleurs**.

Le territoire est ainsi passée de 3,25 personnes par ménage en 1968 à 2,04 en 2021 (de 3 à 2,15 pour PACA et 3,16 à 2,21 pour la France), ce qui traduit **des évolutions sociétales similaires mais accentuées sur la CCSP**.

A person is captured in mid-air, jumping over a low, dark wall on a beach. The scene is set at sunset or sunrise, with a warm, golden light illuminating the sky and the wet sand. The person's reflection is visible in the shallow water on the beach. The overall mood is contemplative and serene.

Revenus importés, modèle de développement, interdépendances territoriales et impacts de la consommation locale

MOTEURS DE DEVELOPPEMENT

PARTIE 2



Depuis les travaux de Laurent Davezies engagés dans les années 90, nous savons que la dynamique de développement des territoires ne dépend pas uniquement de leur seule capacité de production. L'apparition progressive de **puissants mécanismes de circulation de richesses entre territoires a entraîné une déconnexion de plus en plus marquée entre lieux de production de richesses – là où se fabriquent le PIB et la croissance économique – et lieux de disposition du revenu – là où vivent les individus.**

Ces mécanismes de circulation de richesses sont le produit de trois grandes transformations :

- la montée en puissance de l'Etat providence et de solidarité nationale via l'allocation de prestations sociales (allocations chômage, aide au logement, allocations familiales), les remboursements de soins (via la sécurité sociale) et la mise en place de notre système de retraite, qui a favorisé de très importants transferts de richesses entre territoires par l'intermédiaire des budgets sociaux ;
- le développement de la fonction publique a également contribué, via le prélèvement de l'impôt puis sa réallocation sous la forme de salaires aux différentes catégories de fonctionnaires qui vivent et travaillent dans les territoires, à alimenter ce phénomène ;
- sur un mode plus horizontal – i.e. de territoires à territoires – et plus spontané – c'est-à-dire non directement organisé par la puissance publique –, le développement du tourisme ainsi que celui de la mobilité, notamment entre lieu de résidence et lieu de travail, ont également largement contribué au développement et à l'intensification de ces logiques de circulation de richesses.

Cette nouvelle mécanique territoriale est propice à l'émergence de configurations territoriales particulièrement contre-intuitives. Pour l'illustrer prenons l'exemple de l'intercommunalité « Plaine Commune » située en Seine Saint Denis. Elle constitue un cas emblématique (mais loin d'être isolé) en ce qu'elle est marquée par une dynamique économique exceptionnelle (PIB remarquable et croissance forte) et une situation sociale particulièrement dégradée. Inversement, de nombreux territoires combinent de faibles performances économiques et un excellent niveau cohésion sociale. Pour le dire simplement, au niveau territorial, la croissance peut ne pas générer de développement tout comme le développement peut se faire sans croissance.



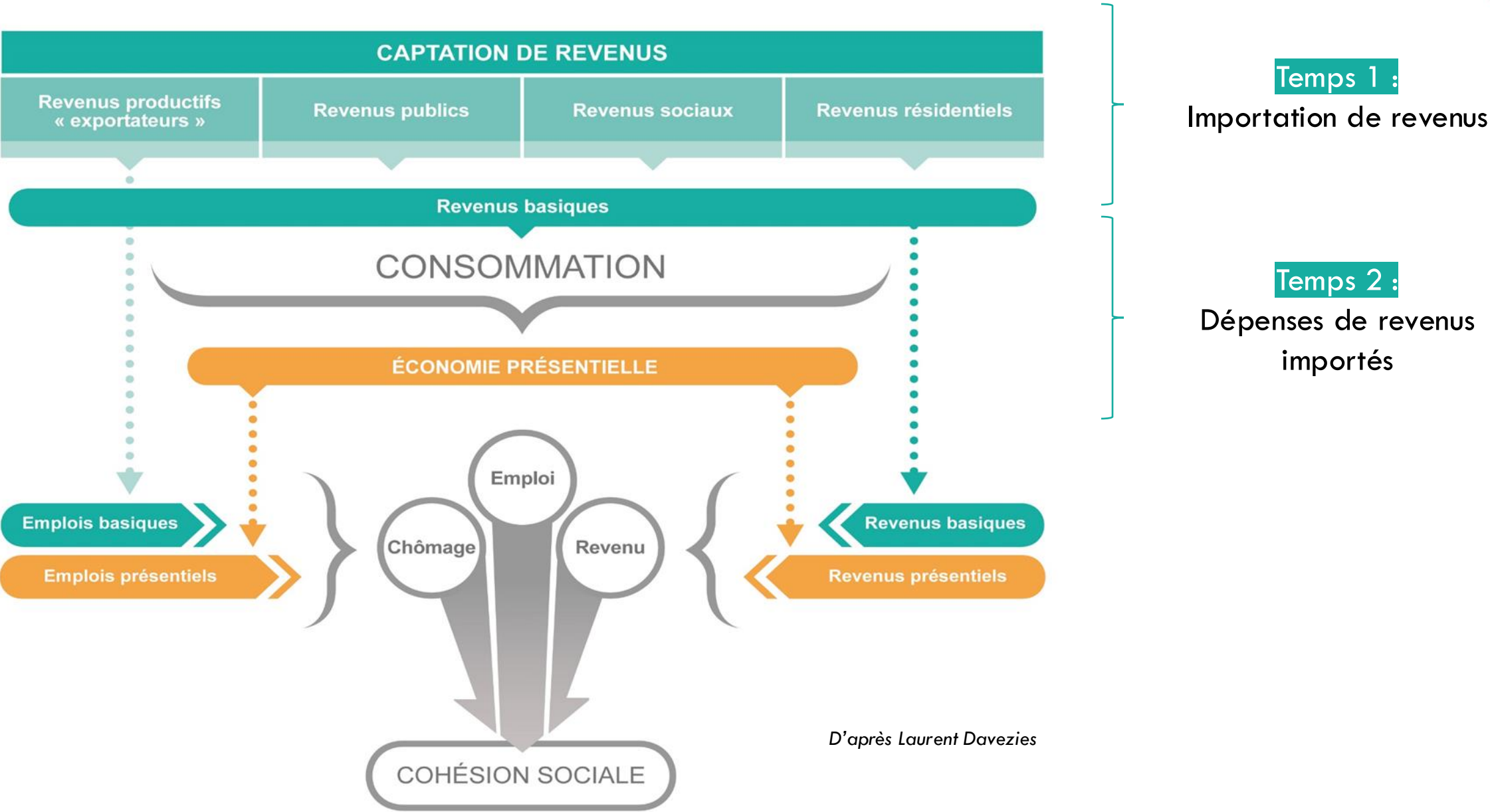
Sachant cela, ne s'intéresser qu'à la seule capacité productive des territoires pour comprendre et expliquer leur trajectoire de développement confinerait à la myopie. Au-delà de la question de la création de valeur, ce qui compte plus encore à l'échelle locale, c'est :

- dans un premier temps, la **capacité dont font preuve les territoires pour importer du revenu** ;
- et dans un second temps, de leur **capacité à les réinjecter dans leur économie locale sous la forme de dépenses de consommation pour stimuler les activités des secteurs d'activité de proximité.**

Laurent Davezies a identifié 4 grands leviers d'importation de revenus, que l'on appelle **MOTEURS DE DEVELOPPEMENT** :

- les **revenus productifs à dimension exportatrice** : ces revenus regroupent les revenus et salaires détenus par les actifs qui résident et travaillent dans le territoire, et exercent leur activité dans un secteur à dimension exportatrice (par exemple l'industrie automobile, l'industrie pharmaceutique, l'agriculture ou le conseil...) ;
- les **revenus publics** : ces revenus regroupent les revenus des fonctionnaires d'Etat, Territoriaux et Hospitaliers qui résident et travaillent dans le même territoire ;
- les **revenus sociaux** qui sont alloués à des individus et ménages exposés à différentes catégories de risque (santé, pauvreté, logement, précarité...) ;
- les **revenus résidentiels** : cette catégorie de revenus regroupe les dépenses touristiques, les revenus pendulaires (revenus et salaires d'activité détenus par des individus qui vivent dans un territoire mais travaillent dans un autre comme par exemple les revenus frontaliers) et les pensions de retraite.

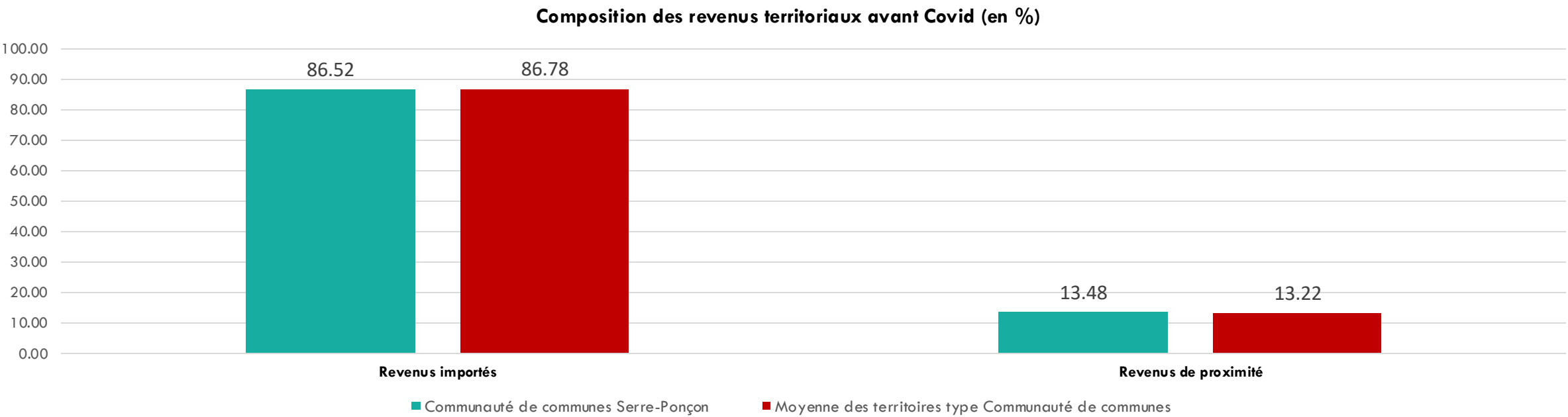
LA MECANIQUE TERRITORIALE EN SYNTHÈSE : UN PROCESSUS EN DEUX TEMPS



2.1. REVENUS TERRITORIAUX

REVENUS TERRITORIAUX : REVENUS IMPORTES ET REVENUS DE PROXIMITE

- Définition : les revenus territoriaux peuvent être décomposés en deux grandes catégories de revenus :
- les **revenus importés**, qui proviennent de l'extérieur du territoire. Il se composent des revenus productifs issus d'activités à dimension exportatrice, des revenus publics, des revenus sociaux et des revenus résidentiels (cf. supra) ;
 - les **revenus de proximité** qui sont générés localement. Les revenus de proximité sont issus d'activités visant la production d'un bien ou d'un service uniquement destiné au marché local.

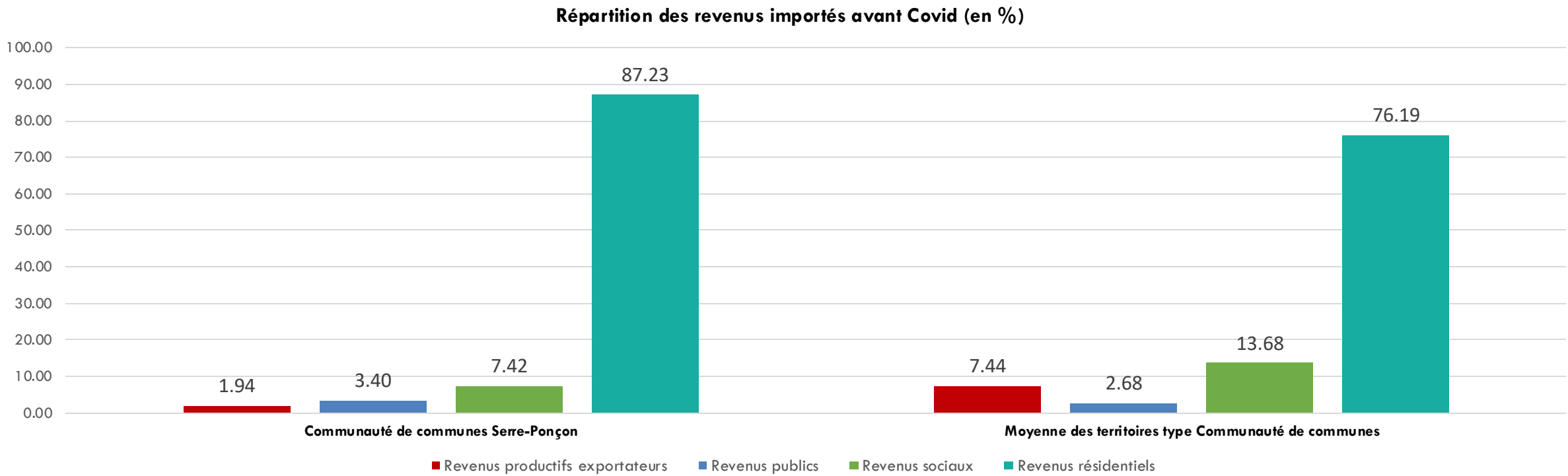


La structure des revenus dans la CCSP est proche de la moyenne nationale des Communautés de Communes, avec 87 % de revenus importés (revenus captés, en provenance de l'extérieur du territoire) contre 13 % de revenus de proximité (revenus générés localement, à l'appui d'un « consommateur » présent sur le territoire). Cela souligne une forte **dépendance aux ressources extérieures pour le dynamisme économique local**.

Source : Le Phare d'après Insee (Recensement de la population, Tous salariés, BPE, Comptes économiques des ménages), DGFIP (IRCOM et RDM), Urssaf et Comptes satellites du tourisme

2.2. REVENUS IMPORTES

REVENUS IMPORTES : COMPOSITION DES REVENUS IMPORTES



La CCSP démontre une spécificité forte, en comparaison des ventilations de revenus observées en moyenne dans les Communautés de Communes françaises. Elle engrange une **très forte proportion de revenus résidentiels** (+ 11% par rapport à la moyenne des communautés de communes françaises) démontrant la prépondérance d’une économie fondée sur le tourisme, les pensions de retraite et les mobilités pendulaires (revenus allant aux actifs résidents de la CCSP travaillant hors territoire).

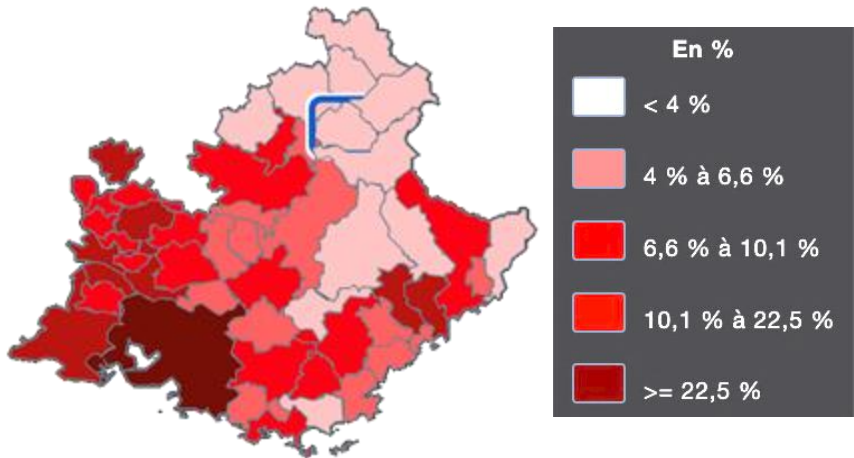
A contrario, elle engrange particulièrement **peu de revenus productifs exportateurs** (-5,5 %) démontrant la faible dynamique de vente de produits et services à des utilisateurs extérieurs au territoire.

Le territoire est par ailleurs **plus fortement capteur de revenus publics** qu’en moyenne et **beaucoup moins en matière de revenus sociaux** (près de 2 fois moins).

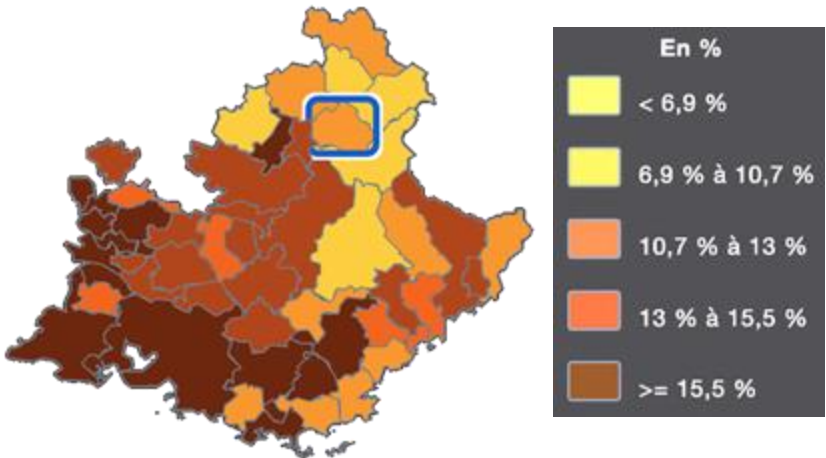
Source : Le Phare d'après Insee (Recensement de la population, Tous salariés, BPE, Comptes économiques des ménages), DGFIP (IRCOM et RDM), Urssaf et Comptes satellites du tourisme

REVENUS IMPORTES : COMPOSITION DES REVENUS IMPORTES

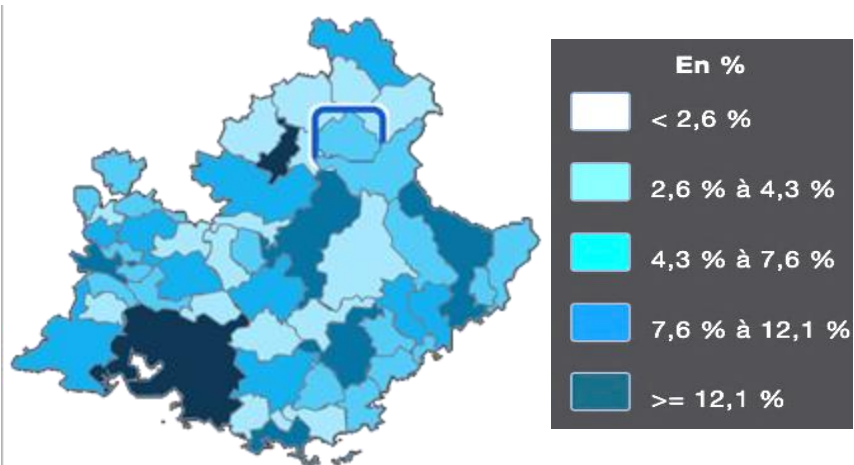
Part des revenus productifs exportateurs dans l'ensemble des revenus importés (en %)



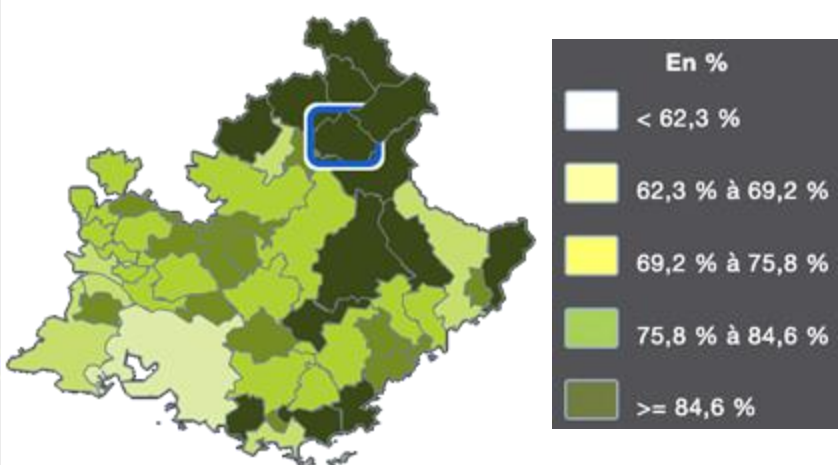
Part des revenus productifs sociaux dans l'ensemble des revenus importés (en %)



Part des revenus productifs publics dans l'ensemble des revenus importés (en %)



Part des revenus résidentiels publics dans l'ensemble des revenus importés (en %)



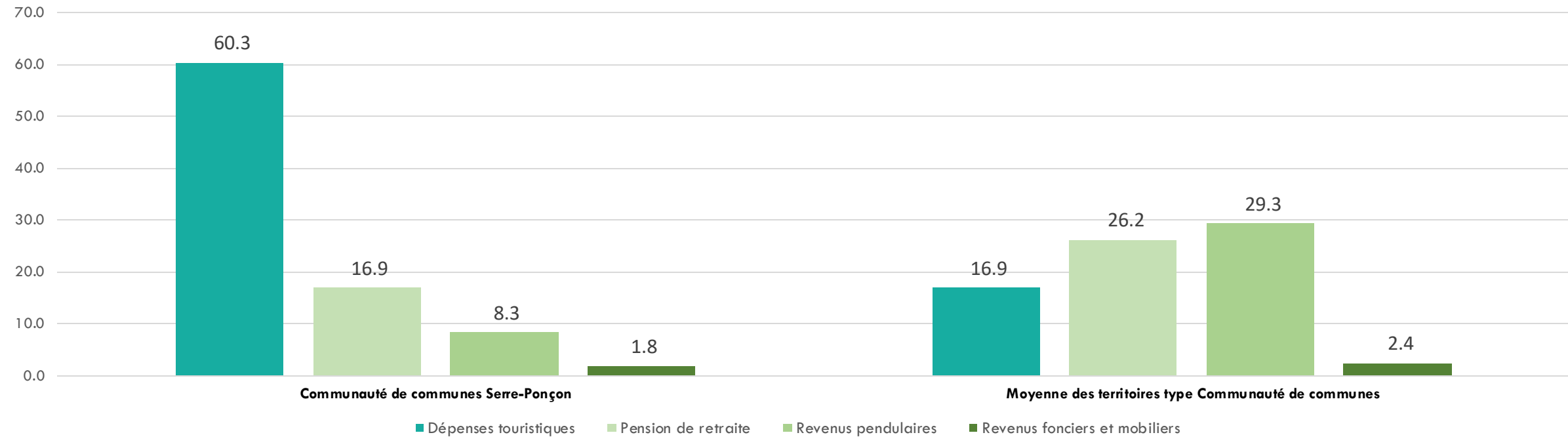
Parmi les Communautés de PACA, la CCSP capte l'une des **plus faibles parts de revenus productifs exportateurs** (1,9 %). A contrario, la part des **revenus résidentiels captée figure parmi les plus hautes** (87,2%) de la région.

Par ailleurs, elle engrange plutôt moins de revenus publics et sociaux qu'en moyenne régionale.

Source : Le Phare d'après Insee (Recensement de la population, Tous salariés, BPE, Comptes économiques des ménages), DGFIP (IRCOM et RDM), Urssaf et Comptes satellites du tourisme

REVENUS IMPORTES : COMPOSITION DES REVENUS IMPORTES DE TYPE RESIDENTIEL

Répartition des revenus importés de type résidentiel avant Covid (en %)



Nous avons observé que les revenus de type résidentiels sont surreprésentés dans la CCSP par rapport à la moyenne française des Communautés de communes (+ 11 points - cf. p21). On relève également d'importantes différences sur la composition de ces revenus.

Les dépenses touristiques sont sans commune mesure avec celles constatées en moyenne (+43,4%) et « écrasent » les autres sources de revenus résidentiels, de fait beaucoup moins significatives qu'en moyenne : -21% concernant les revenus pendulaires, - 9,3% concernant les pensions de retraite, -0,6% concernant les revenus fonciers et mobiliers.

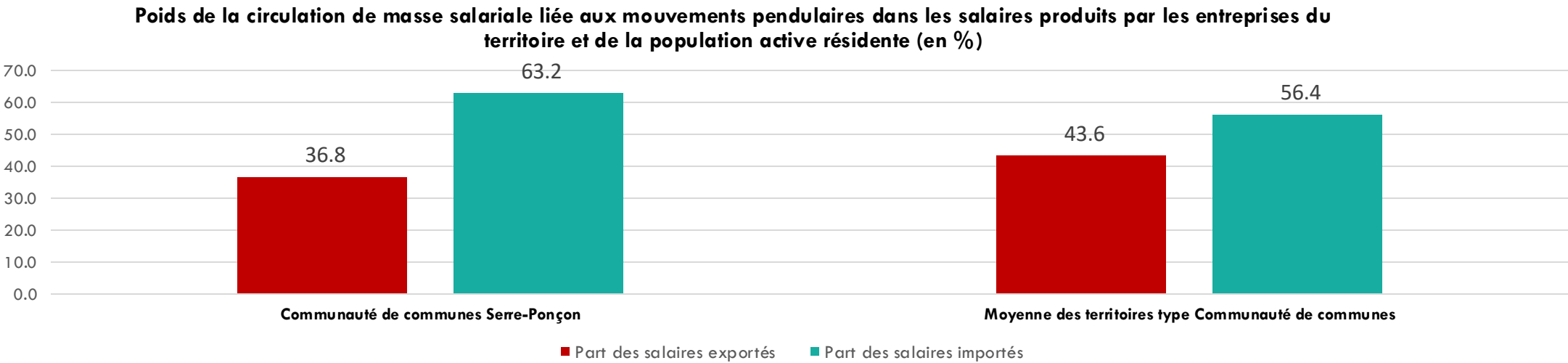
Source : Le Phare d'après Insee (Recensement de la population, Tous salariés, BPE, Comptes économiques des ménages), DGFIP (IRCOM et RDM), Urssaf et Comptes satellites du tourisme

REVENUS IMPORTES : COMPOSITION DES REVENUS IMPORTES DE TYPE RESIDENTIEL PENDULAIRE ET LEUR NEGATIF

Circulation de salaires générée par les mouvements pendulaires : importations (revenu pendulaire) et exportations de salaire(masse salariale nette en millions d'€, avant Covid)

	Export	Import	Solde
Communauté de communes Serre-Ponçon	23	53,8	30,8
Moyenne des territoires type Communauté de communes	60,8	1 23,6	62,7

Source : Insee - Tous salariés



La CCSP est porteuse de mouvements pendulaires générant des exports et imports de revenus modestes en volume au regard des moyennes observables pour les Communautés de Communes françaises.

Elle produit cependant un solde net positif significatif, ce qui est un marqueur des territoires fortement résidentiels (les revenus salariés payés hors territoire à des résidents CCSP sont supérieurs aux revenus payés dans le territoire à des non-résidents CCSP).

Circulation de salaires générés par les mouvements pendulaires : origines géographiques des salaires importés et destinations géographiques des salaires exportés (en millions d'€)

	Export	Import	Solde
CA Gap-Tallard-Durance	6,7	23,9	17,2
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	0,8	4,2	3,4
CC du Guillestrois et du Queyras	3,8	6,8	3
CC du Briançonnais	0,8	3,3	2,5
Métropole du Grand Paris	0	1,4	1,4
CC du Pays des Ecrins	0,7	1,8	1,1
CC du Sisteronais-Buëch	0,5	1,2	0,7
Grenoble-Alpes-Métropole	0	0,7	0,7
CC Champsaur-Valgaudemar	1,1	0,8	-0,3
CA Provence-Alpes-Agglomération	0,4	0	-0,4
CC Buëch-Dévoluy	0,7	0	-0,7
CC Serre-Ponçon Val d'Avance	3,3	2,2	-1,1

La CCSP est **largement bénéficiaire des flux de revenus qu'elle opère avec d'autres territoires.**

Les relations les plus intenses se structurent avec les territoires voisins, exceptions faites des Métropoles d'Aix-Marseille-Provence, du Grand Paris et de Grenoble, sources de revenus non négligeables pour la CCSP.

Le solde de revenus est particulièrement significatif avec l'agglomération de **Gap qui pourvoit à plus de la moitié du solde de revenus de la CCSP avec 17,2M €.**

A l'inverse, la CCSP distribue des revenus, plus qu'elle n'en ramène, à quelques territoires voisins, Champsaur, Provence Alpes, Buech Devoluy, et Serre Ponçon Val d'Avance.

Source : Insee - Tous salariés

Exportation de salaire par type de salaire avant Covid (en %)

	Salaires exportés productifs exportateurs	Salaires exportés de proximité	Salaires exportés publics
Communauté de communes Serre-Ponçon	26,8	50,7	22,5
Moyenne des territoires type Communauté de communes	51,1	32,3	16,6

Importation de salaire par type de salaire avant Covid (en %)

	Salaires importés productifs exportateurs	Salaires importés de proximité	Salaires importés publics
Communauté de communes Serre-Ponçon	24,9	40,9	34,2
Moyenne des territoires type Communauté de communes	43,8	34,8	21,5

La nature des salaires importés et exportés montre une prépondérance des emplois de service et d'administration, typique des dynamiques de territoires résidentiels intermédiaires, sans forte spécialisation productive.



Définition : qu'est qu'un modèle de développement territorial ?

L'observation de la structure des moteurs du développement – c'est à dire du **poids relatif de leurs différents revenus captés** – permet d'appréhender leurs modalités de fonctionnement macro-économique en termes de modèle de développement.

L'identification des modèles de développement s'effectue en fonction du **niveau de surreprésentation de tel et/ou tel type de revenus dans le processus d'importation de richesses au regard d'une moyenne de « référence »**. Par exemple, une communauté d'agglomération marquée par une surreprésentation de ses revenus « pendulaires » au regard de la moyenne de l'ensemble des communautés d'agglomération françaises présentera un modèle de développement dit « pendulaire ». Pour une communauté de communes présentant une double surreprésentation de ses revenus productifs exportateurs et sociaux au regard de la moyenne des communautés de communes françaises, on dira que son modèle de développement est « productif-social »...

L'approche en terme de modèle de développement présente l'avantage de :

- proposer une représentation synthétique et immédiate du fonctionnement socio-économique des territoires ;
- construire une vision transversale et systémique de leur fonctionnement qui permet de sortir des approches en silos habituelles ;
- prendre en considération les effets associés à des événements externes (crise économique, crise sanitaire, réforme des retraites, réchauffement climatique...) sur la dynamique du territoire.

Connaître le modèle de développement d'un territoire permet d'identifier plus efficacement les grands enjeux qui l'affectent et de poser les bases d'une réflexion stratégique de premier niveau. Au-delà, cela permet également de créer un langage commun et partagé propice à l'émergence d'un climat consensuel au sein d'un système local d'acteurs qui rend plus aisé le passage de la réflexion à l'action.

Testée auprès d'une centaine de territoires et mobilisée dans une dizaine d'études, l'approche a fait preuve à la fois de sa robustesse et de son intelligibilité auprès des acteurs territoriaux.



La Communauté de Communes de Serre-Ponçon présente un modèle de développement spécialisé

Par rapport à la moyenne des Communauté de Communes Françaises, la CCSP présente en effet une surreprésentation des revenus suivants :

- **Touristiques (60,3 contre 16,9 %) ;**
- **Publics (3,40 % contre 2,68%) ;**

Le modèle de développement de la CC Serre-Ponçon est donc :

Touristico-public

Ce modèle est le **reflet de la grande dépendance du territoire à l'égard des revenus issus du tourisme d'une part, secondairement d'une certaine concentration d'emplois publics in situ (lié par exemple à la présence d'un hôpital) probablement porteurs d'un bon niveau de services publics in situ .**

Il démontre par ailleurs que le territoire est globalement dépourvu de fonctions productives concurrentielles à vocation exportatrices (industrie, agriculture ou services à haute valeur ajoutée...) et recourt peu aux revenus sociaux (ce qui dénote d'une situation sociale plutôt favorable).

Au total, le territoire présente un **modèle de développement particulièrement sensible aux aléas et de fait, relativement fragile**. Dépendants pour l'essentiel du tourisme, les revenus du territoire sont en effet directement liés à la conjoncture économique et à ses conséquences sur les marchés et pratiques touristiques (plus ou moins de touristes, des séjours plus ou moins longs, plus ou moins de consommation locale, ...). Ils sont et seront également de plus en plus sensibles aux circonstances climatiques, les produits touristiques locaux s'appuyant aujourd'hui essentiellement sur les ressources eau et neige locales.

Si les revenus publics (intéressants en ce qu'ils sont peu sensibles aux aléas économiques) place la CCSP en bonne position au regard des moyennes, ils présentent une valeur d'entraînement modérée puisque représentant moins de 3,5% du total.

2.3. DEPENSES DES REVENUS IMPORTES

DEPENSE DES REVENUS IMPORTES : IMPACT DE LA CONSOMMATION SUR L'ECONOMIE DE PROXIMITE

Le fonctionnement du système de consommation locale en synthèse : import de revenus par habitant, indice de propension locale à consommer et densité en emplois de proximité (avant Covid)

	Revenus importés par habitant	Indice de propension locale à consommer	Densité en emplois de proximité
Communauté de communes Serre-Ponçon	38 833	277 851	1 4
Moyenne des territoires type Communauté de communes	22 034	267 740	9,1

La question de la consommation, pourtant abondamment traitée à l'échelle macro-économique, constitue un angle mort de l'analyse territoriale à la fois en raison d'une méconnaissance conceptuelle (l'importance de la consommation est totalement sous-évaluée au niveau territorial) et de l'absence de données sur le sujet à cette échelle. En dehors des enquêtes non systématiques réalisées par les Chambres de commerce, aucune statistique n'existe sur les pratiques de consommation dans les territoires et l'évasion commerciale. Pour pallier les insuffisances du système statistique, nous avons élaboré trois indicateurs pour apprécier son influence et ses effets sur l'emploi de proximité :

- le **volume de revenus importés par habitant** : cet indicateur est calculé en rapportant le volume total de revenus importés (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) à la population résidente. Plus l'indicateur est important, plus cela signifie que le volume de revenus captés disponibles et théoriquement dépensables sur le territoire est élevé ;
- **l'indice de propension locale à consommer**: cet indicateur permet d'apprécier le niveau de redistribution des revenus captés dans l'économie locale sous la forme de dépenses de consommation ; autrement dit la propension à consommer localement. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus importés au nombre d'emplois de proximité. Exprimé en euros, cet indicateur peut se lire comme le volume de revenus importés nécessaire pour créer un emploi de proximité supplémentaire. Il doit être interprété « à l'envers » : plus sa valeur est élevée, plus cela signifie que la propension locale à consommer est faible. Et inversement... ;
- la **densité en emplois de proximité** : cet indicateur est calculé en rapportant le nombre d'emplois de proximité à la population résidente. La densité en emplois présents est la résultante du niveau de revenus importés par habitant (plus il y a de revenus captés, plus potentiellement il peut y avoir de dépenses) et de la propension locale à consommer.

Le volume élevé de revenus importés par habitant et une densité d'emplois de proximité correcte traduisent une bonne capacité du territoire à convertir ses ressources en activités locales. Toutefois, l'indice de propension locale à consommer montre des marges d'amélioration possibles en matière de captation de la consommation et laisse supposer un niveau d'évasion non négligeable.

Tissu d'entreprises, créations et défaillances d'entreprises, mutations et dynamiques économiques, capacité de résilience et de rebond, profils de spécialisation, zooms sectoriels et activités économiques et transition

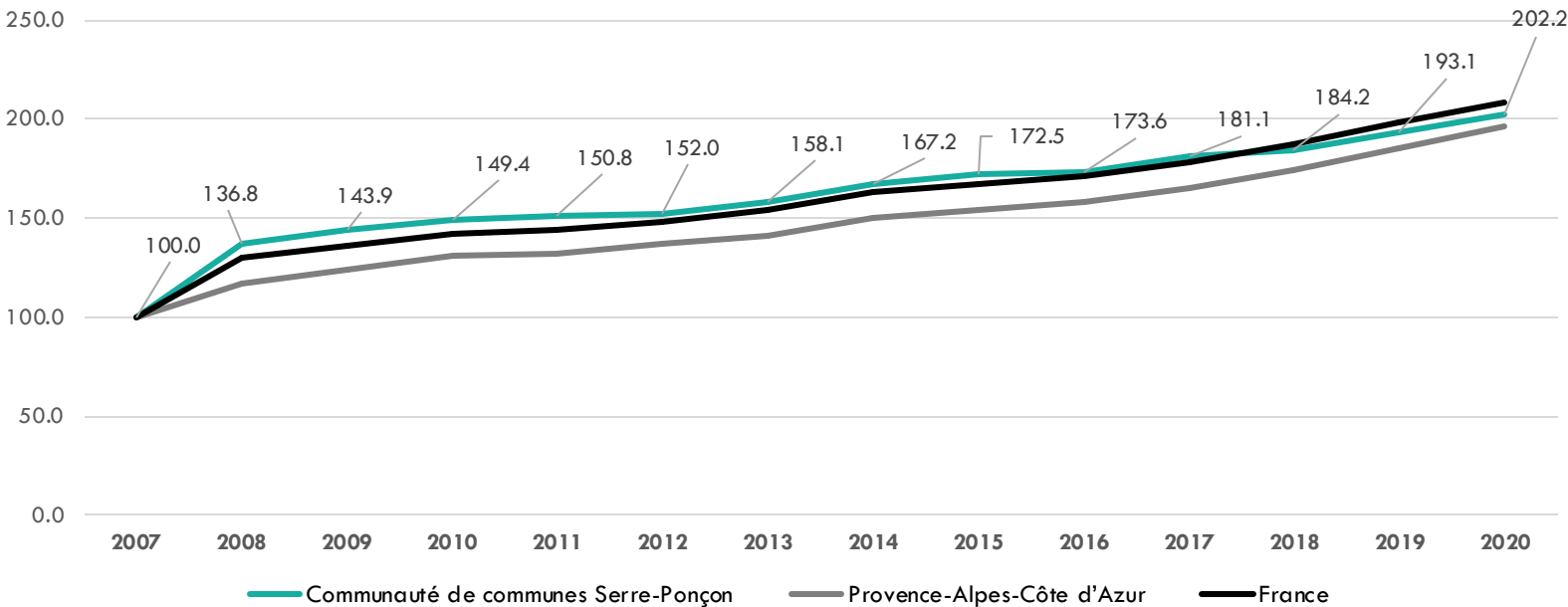
PARTIE 3

MOTEUR ECONOMIQUE

3.1. TISSU D'ENTREPRISES

TISSU D'ENTREPRISE : CAPACITE DE RESILIENCE ET DE REBOND DU TISSU D'ENTREPRISE

Evolution du nombre d'établissements entre 2007 et 2020
(en indice, 2007 = 100)



Entre 2007 et 2020, le nombre d'établissements dans la CCSP progresse globalement malgré les crises économiques successives, ce qui traduit **une certaine résilience**.

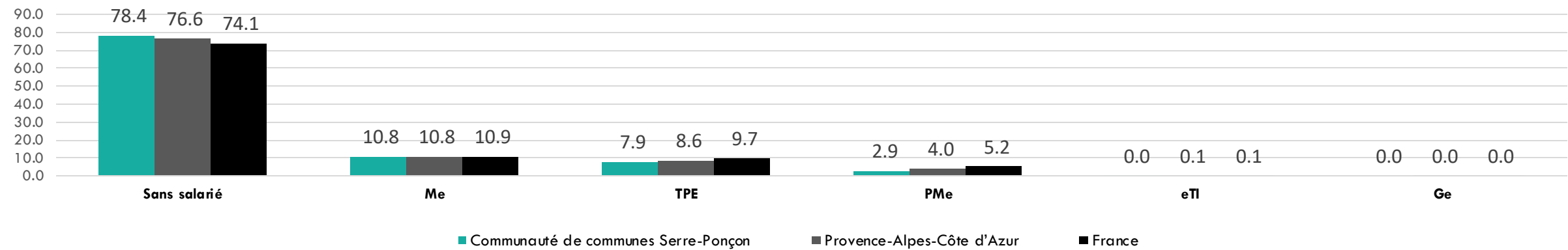
Toutefois, la dynamique est moins forte qu'en moyenne nationale ou régionale lors des périodes de reprise économique, ce qui montre une **moindre capacité de rebond en sortie de crise**.

Evolution du nombre d'établissements entre 2007 et 2020 au gré des cycles économiques (en valeur et en %)

	2007-2009	2007-2009 (en %)	2009-2011	2009-2011 (en %)	2011-2014	2011-2014 (en %)	2014-2019	2014-2019 (en %)	2019-2020	2019-2020 (en %)	2007-2020	2007-2020 (en %)
Communauté de communes Serre-Ponçon	627	43,9%	98	4,8%	234	10,9%	370	15,5%	131	4,8%	1 460	102,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	87 023	24,1%	28 818	6,4%	65 922	13,8%	126 452	23,3%	39 322	5,9%	347 537	96,0%
France	1 268 967	35,8%	277 517	5,8%	679 950	13,4%	1 243 644	21,5%	383 836	5,5%	3 853 914	108,7%

TISSU D'ENTREPRISE : COMPOSITION DU TISSU D'ENTREPRISES PAR STRATES DE TAILLE

Composition du tissu d'établissement par strates de taille (en %) en 2020



Nombre d'établissements par strate de taille en 2020

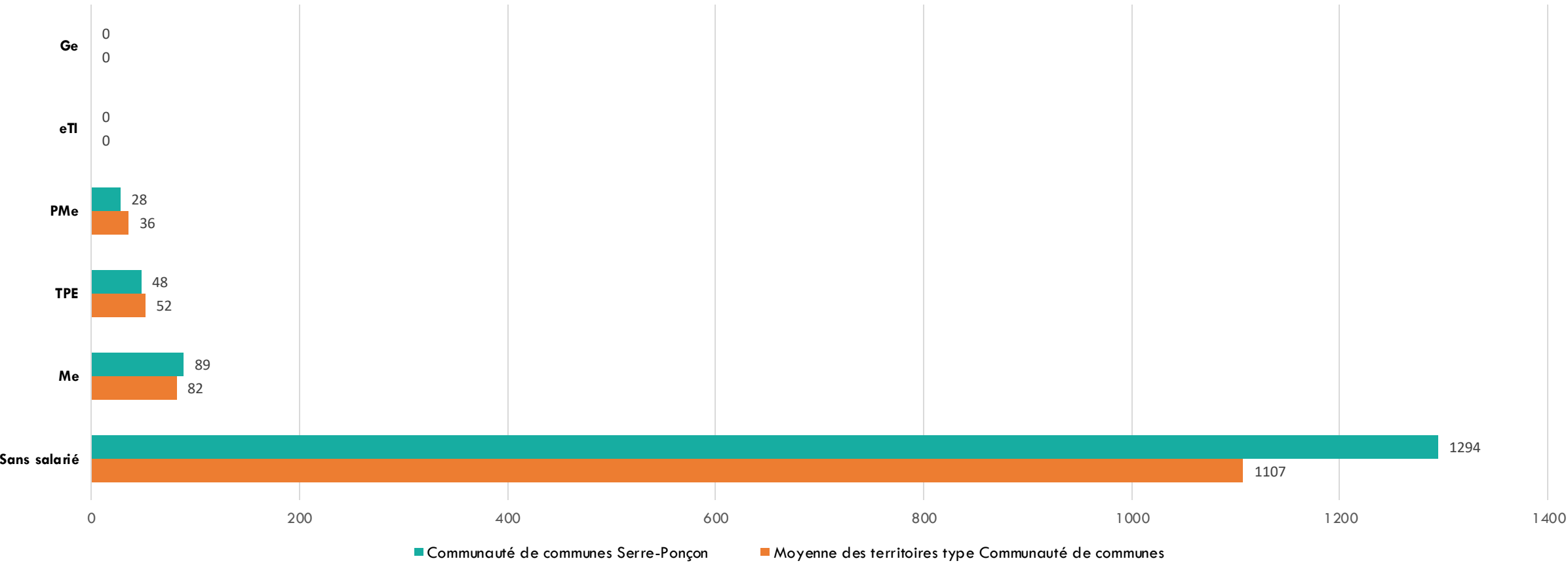
	Sans salarié	Micro-entreprise	TPE (- de 10 salariés)	Pme (- de 250)	eTI (- de 5000)	Ge (+ de 5000)
Communauté de communes Serre Ponçon	2 264	311	229	83	1	0
Moyenne des territoires type Communauté de communes	1 691	263	206	98	1	0

La structure d'entreprises est très majoritairement composée de TPE (Très Petites Entreprises) de moins de 10 salariés, représentant près de 95 % des établissements, soit plus que la moyenne régionale. La **rareté des entreprises de plus de 10 salariés limite la diversification économique et la résilience face aux chocs.**

Source : Insee - REE

TISSU D'ENTREPRISE : EVOLUTION DU TISSU D'ENTREPRISES PAR STRATES DE TAILLE

Evolution du tissu d'établissements par strates de taille entre 2007 et 2020 (en valeur)

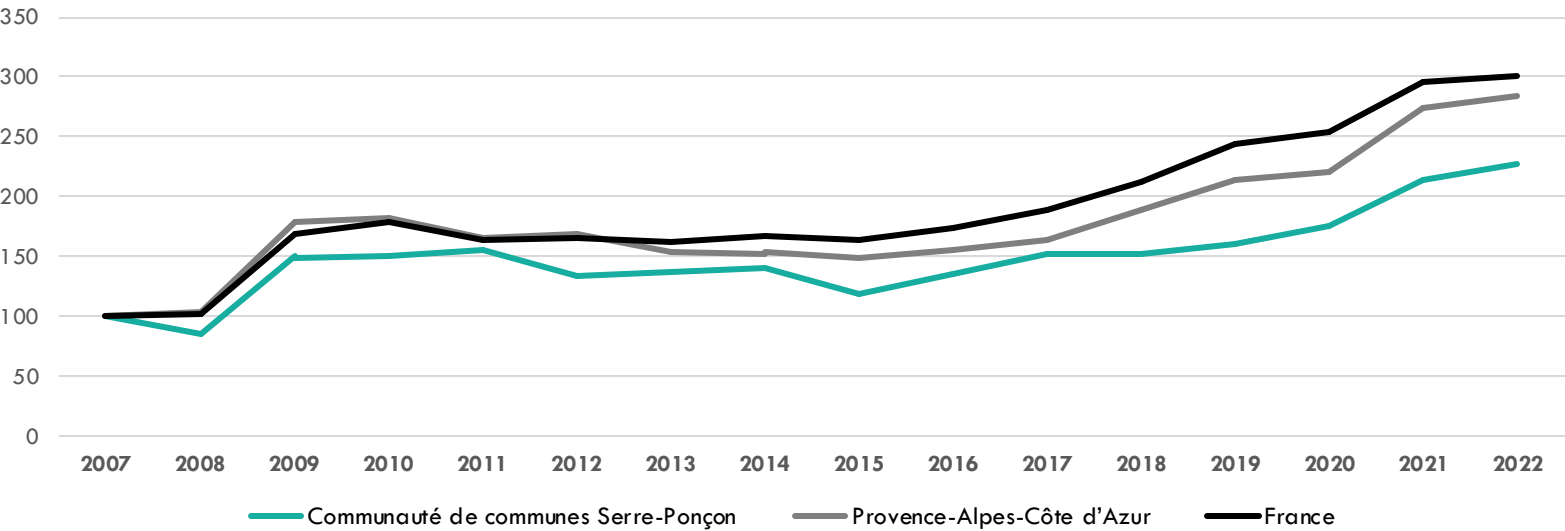


La croissance du tissu économique de la CCSP est tirée essentiellement par les structures sans salarié et les microentreprises. Le stock d'entreprises de 10 salariés et plus stagne ou recule, indiquant une certaine **faiblesse du tissu en termes d'emploi salarié structurant. Cette configuration rend le territoire plus vulnérable aux chocs sectoriels.**

Source : Insee - REE

TISSU D'ENTREPRISE : EVOLUTION DES CREATIONS D'ENTREPRISE

Evolution du nombre de créations d'établissement entre 2007 et 2022
(en indice, 2007 = 100)



Depuis 2007, la CCSP suit la tendance nationale de hausse des créations d'entreprises, avec une forte accélération après 2016, notamment portée par la micro-entreprise.

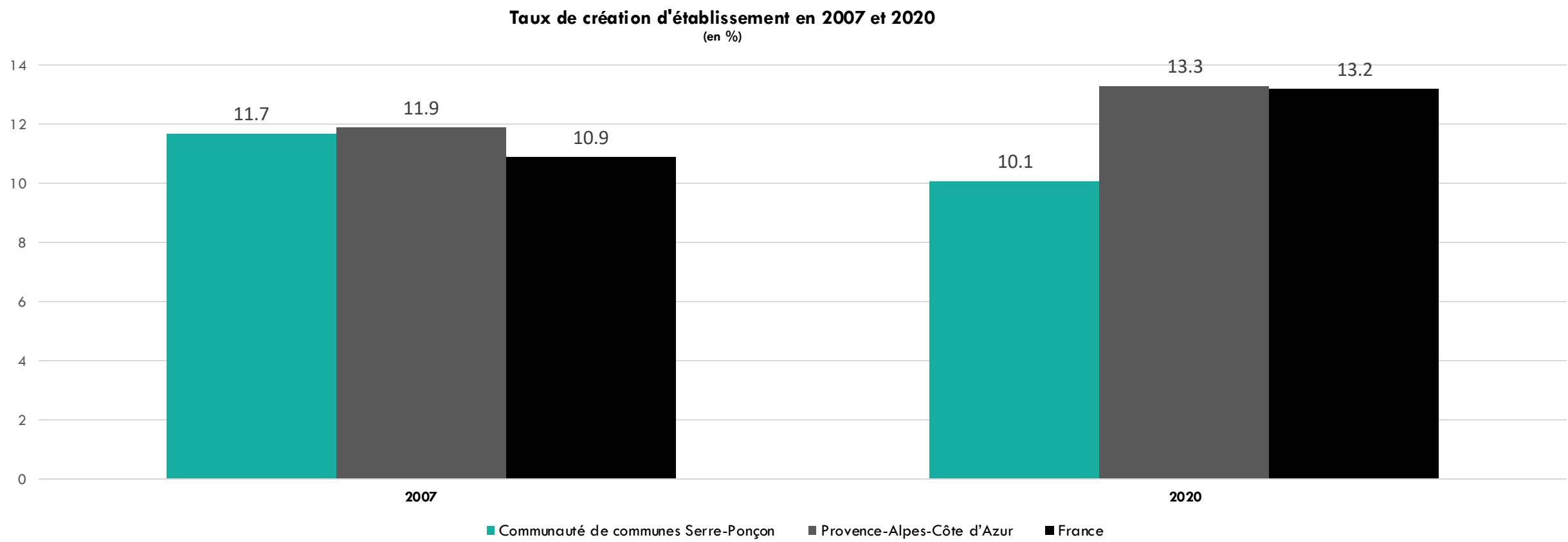
Toutefois, cette **dynamique semble plus volatile que dans les territoires de comparaison**, avec des pics suivis de replis plus marqués.

Evolution des créations d'établissements entre 2007 et 2022 au gré des cycles économiques (en valeur et en %)

	2007-2009	2007-2009 (en %)	2009-2011	2009-2011 (en %)	2011-2014	2011-2014 (en %)	2014-2019	2014-2019 (en %)	2019-2022	2019-2022 (en %)	2007-2022	2007-2022 (en %)
Communauté de communes Serre-Ponçon	84	50,3%	10	4,0%	-25	-9,6%	32	13,6%	111	41,4%	212	126,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	34 121	79,5%	-5 799	-7,5%	-5 312	-7,5%	26 224	39,8%	29 734	32,3%	78 968	183,9%
France	266 652	68,9%	-16 676	-2,6%	9 260	1,5%	299 751	46,4%	217 556	23,0%	776 543	200,6%

Source : Insee - REE

TISSU D'ENTREPRISE : TAUX DE CREATIONS D'ENTREPRISE

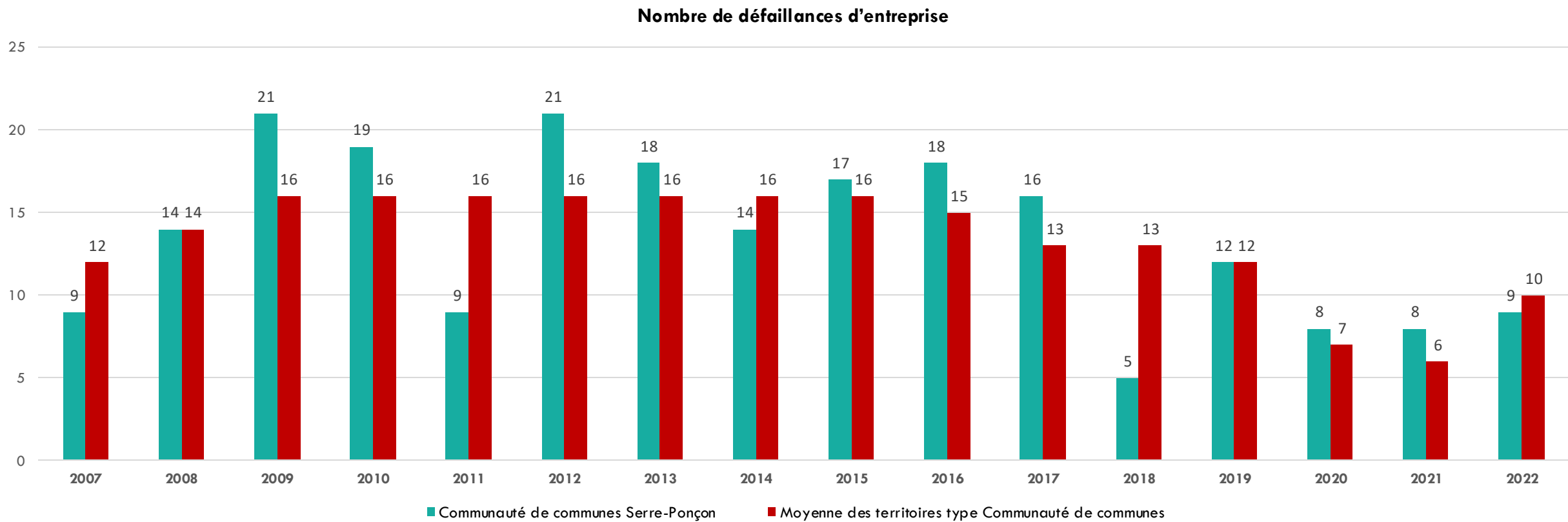


Au contraire, de la dynamique régionale et nationale, la CCSP voit son taux de création d'établissement régresser entre 2007 et 2020. Si elle était relativement performante en 2007 (avec 11,7% soit un taux quasi équivalent à celui de PACA), elle a décroché depuis affichant 10,1% contre 13,3% à l'échelle régionale.

La question se pose alors de la capacité à entreprendre de la population locale et des ressources qui sont déployées en la matière pour accompagner la création d'entreprise.

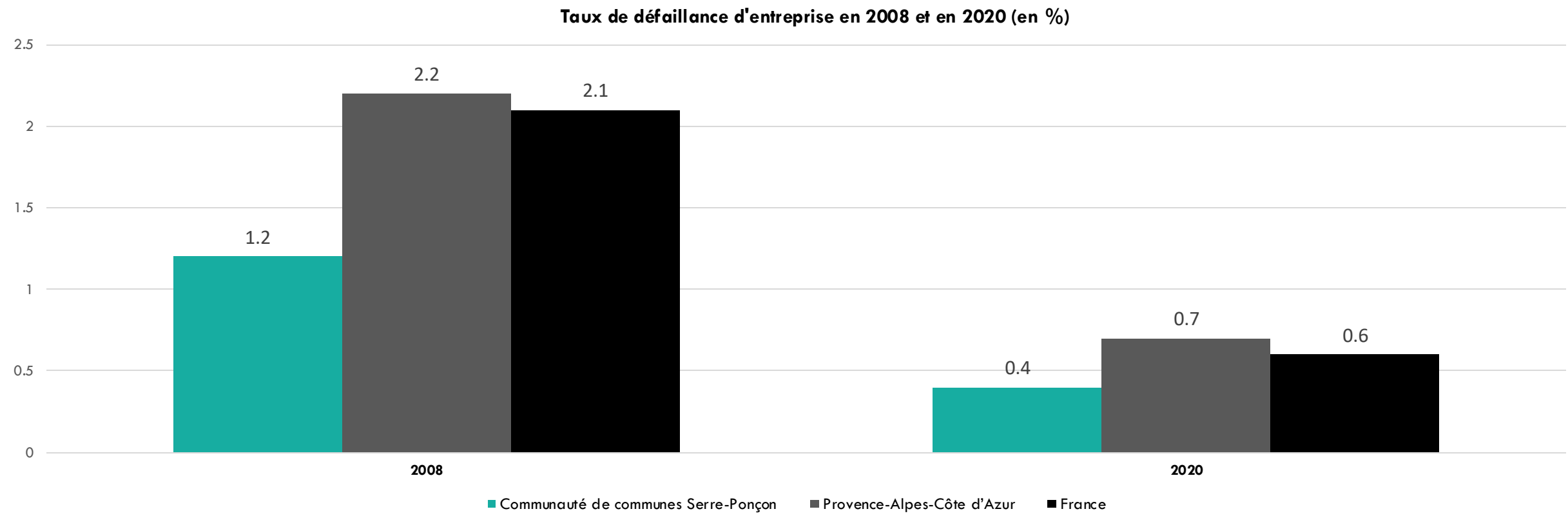
Source : Insee - REE

TISSU D'ENTREPRISE : DEFAILLANCES D'ENTREPRISE



Le nombre de défaillances d'entreprise suit globalement les cycles économiques et s'apparente globalement à celui de la moyenne des Communautés de communes françaises (13, 6 en moyenne annuelle sur la CCSP, contre 13,4)

TISSU D'ENTREPRISE : TAUX DE DEFAILLANCES D'ENTREPRISE

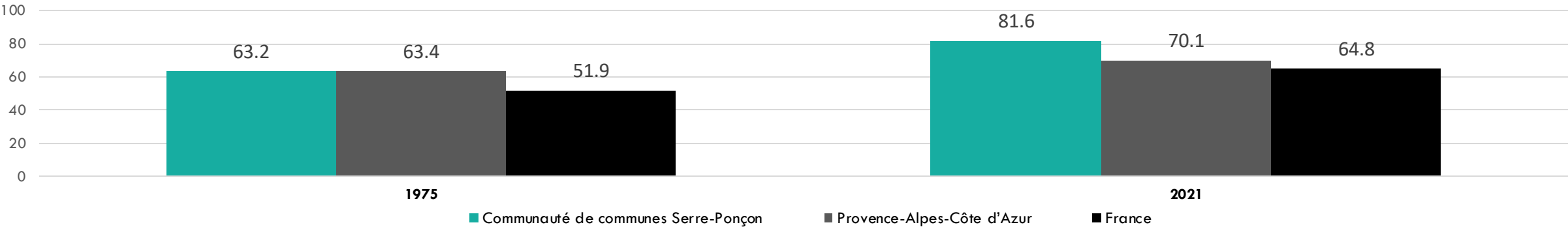


La CCSP présente un taux de défaillances inférieur à la moyenne PACA et nationale. Cela souligne **une certaine robustesse des entreprises locales, dans le contexte spécifique d'une économie territoriale porté pour l'essentiel par un tourisme en croissance été comme hiver.**

Source : Insee – REE & Banque de France

3.2. DYNAMIQUES ECONOMIQUES GENERALES

Part des emplois de proximité dans l'emploi en 1975 et 2021
(en %)



Evol. des emplois productifs exportateurs entre 1975 et 2021

	1975	2021	Evo. (en VA)	Evo. (en %)
CCSP	1 275	1 138	-137	-10,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	482 820	601 201	118 381	24,5%
France	10 023 720	9 722 395	-301 325	-3,0%

Evol. des emplois de proximité entre 1975 et 2021

	1975	2021	Evo. (en VA)	Evo. (en %)
CCSP	2 185	5 035	2 850	130,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	836 230	1 407 537	571 307	68,3%
France	10 825 005	17 883 759	7 058 754	65,2%

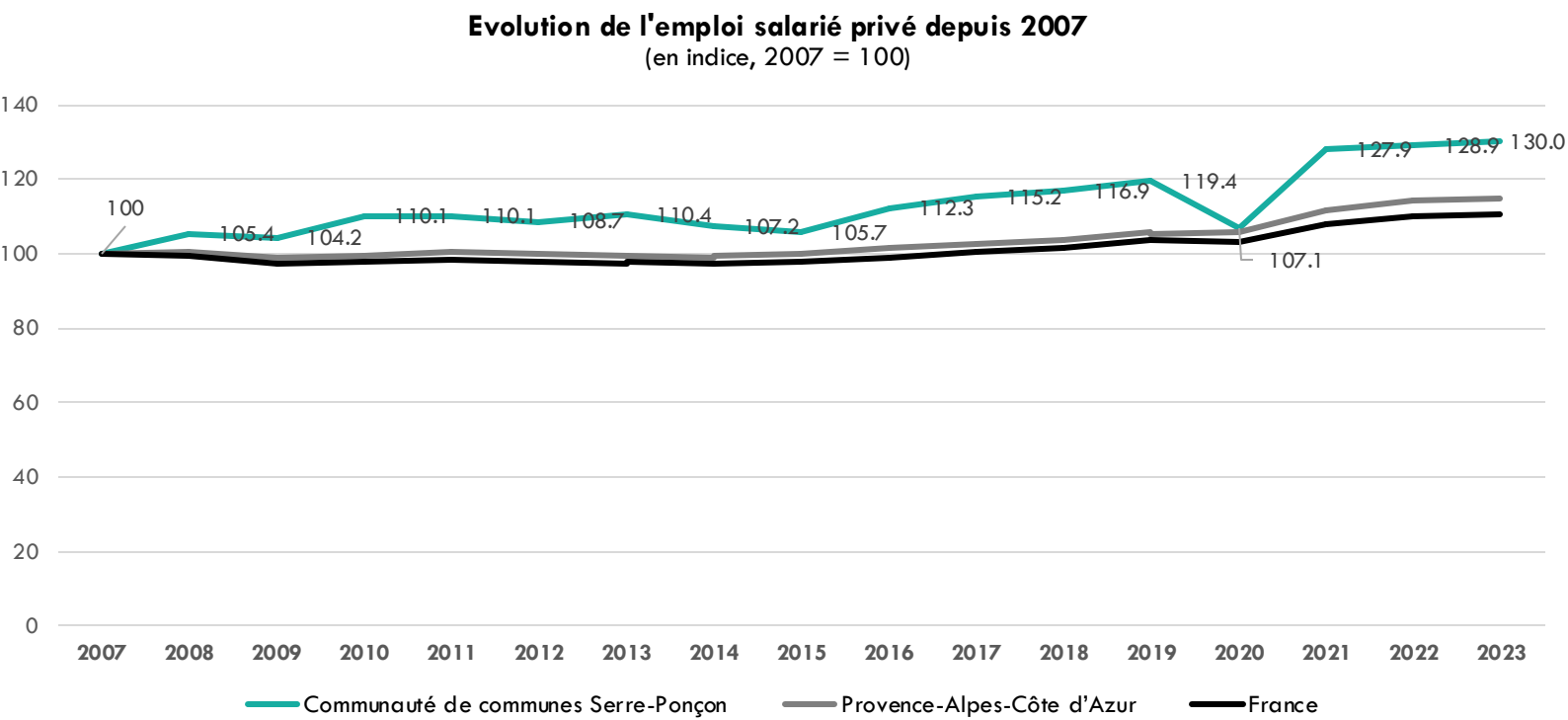
	1975	2021	Evolution en valeur	Evolution en %
Communauté de communes Serre-Ponçon	3 460	6 174	+2 714	+78,4 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 319 050	2 008 739	+689 689	+52,3 %
France	20 848 725	27 606 155	+6 757 430	+32,4 %

Evol. des emplois entre
1975 et 2021

Depuis 1975, la CCSP a vu ses emplois productifs exportateurs se réduire (-11%) sans toutefois qu'il s'agisse d'un effondrement. A l'inverse, les emplois de proximité qui ont vu leur nombre exploser (+130 %).

Ce basculement traduit le **passage d'une économie traditionnelle (agriculture, petite industrie, ...)** à **une économie résidentielle, profitant de l'attractivité du territoire et d'un adressage touristique qui s'est structuré au fil des années, devenant le principal moteur économique du territoire.**

DYNAMIQUES ECONOMIQUES GENERALES : CAPACITE DE RESILIENCE ET DE REBOND ECONOMIQUE



L'emploi salarié de la CCSP est plus dynamique qu'en moyenne en Paca et en France, démontrant la bonne santé des activités économiques qui y sont opérées. Cela dit, la CCSP connaît des variations plus importantes que les territoires de comparaison.

Ceci doit être rapporté à la **sensibilité du territoire aux cycles économiques et à la conjoncture, liée à la prépondérance du tourisme en particulier.**

Evolution de l'emploi salarié privé au gré des cycles économiques depuis 2007 (en valeur et en %)

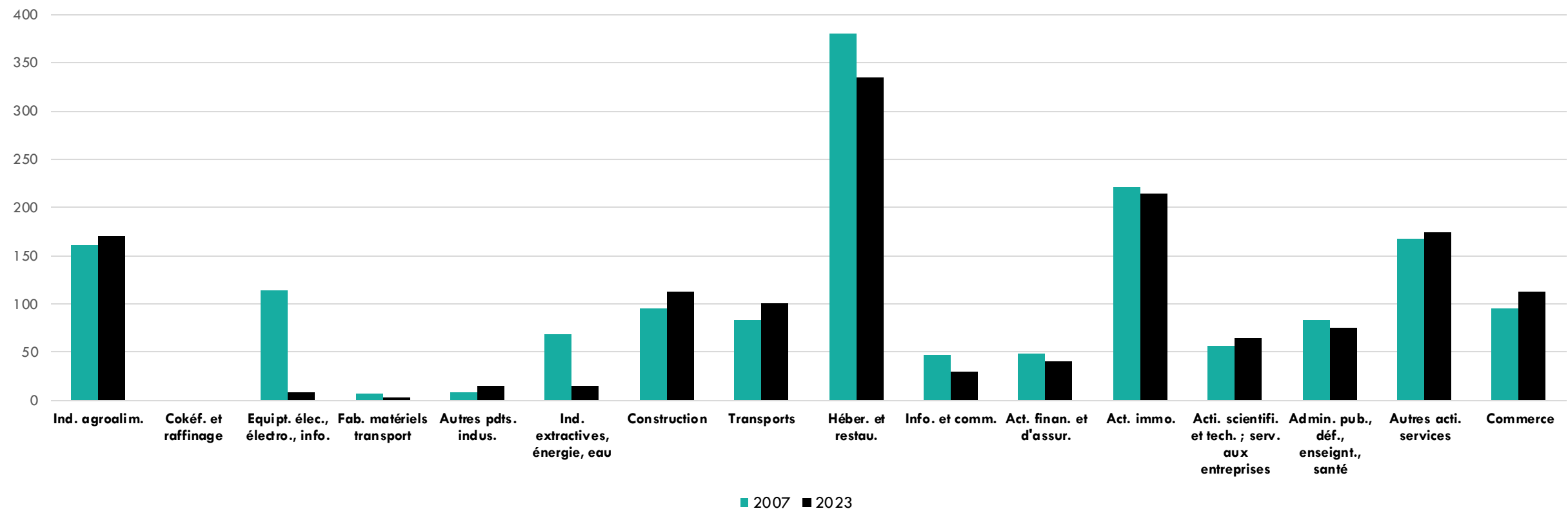
	2007-2009	2007-2009 (en %)	2009-2011	2009-2011 (en %)	2011-2014	2011-2014 (en %)	2014-2019	2014-2019 (en %)	2019-2020	2019-2020 (en %)	2020-2023	2020-2023 (en %)	2007-2023	2007-2023 (en %)
CCSP	114	4,2%	159	5,6%	-78	-2,6%	328	11,3%	-332	-10,3%	619	21,4%	810	30,0%
PACA	-14 356	-1,1%	19 112	1,5%	-14 540	-1,1%	85 501	6,8%	1 006	0,1%	110 481	8,2%	187 204	14,8%
France	-527 520	-2,9%	264 815	1,5%	-202 647	-1,1%	1 132 687	6,4%	-97 116	-0,5%	1 312 904	7,0%	1 883 123	10,4%

Source : Urssaf

3.3. DYNAMIQUES ECONOMIQUES SECTORIELLES

TISSU D'ENTREPRISE : PROFIL DE SPECIALISATION ECONOMIQUE

Structure de spécialisation du tissu économique local
(en indice, part des emplois salariés privés du secteur en France = 100)

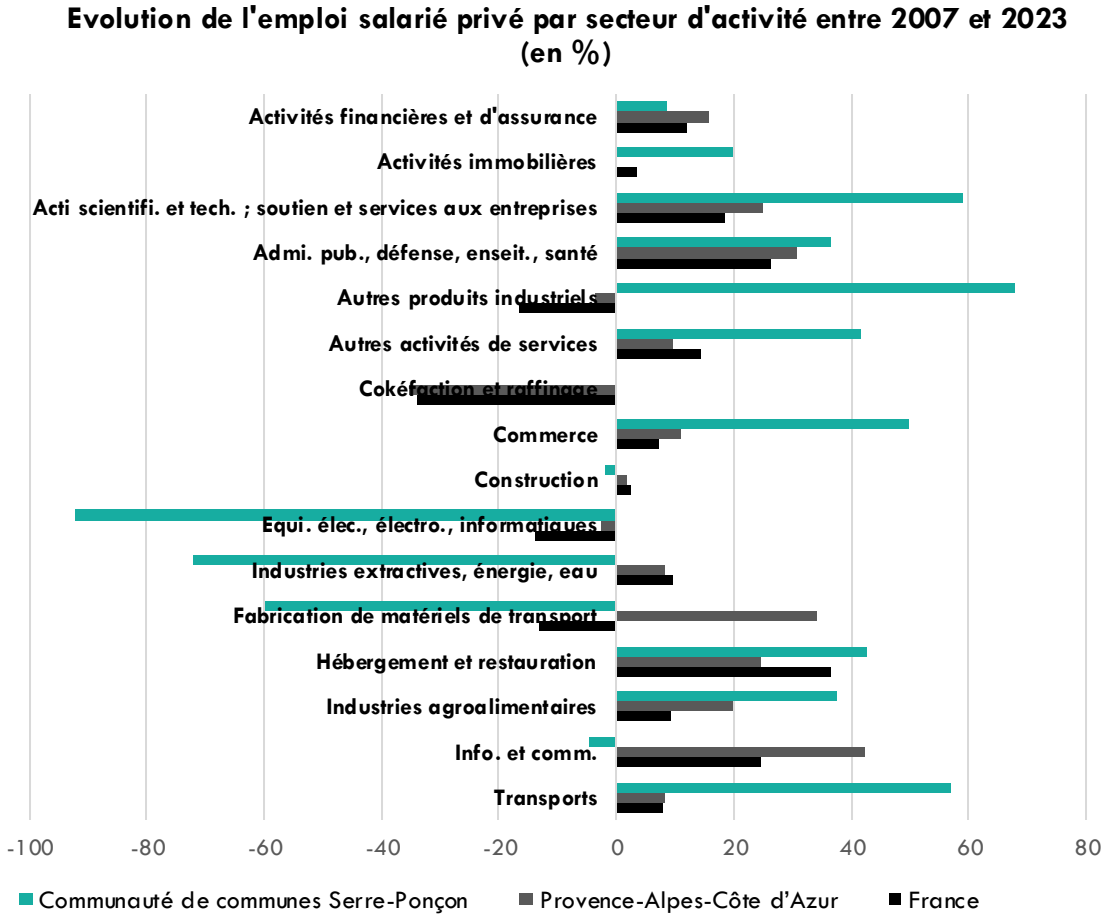
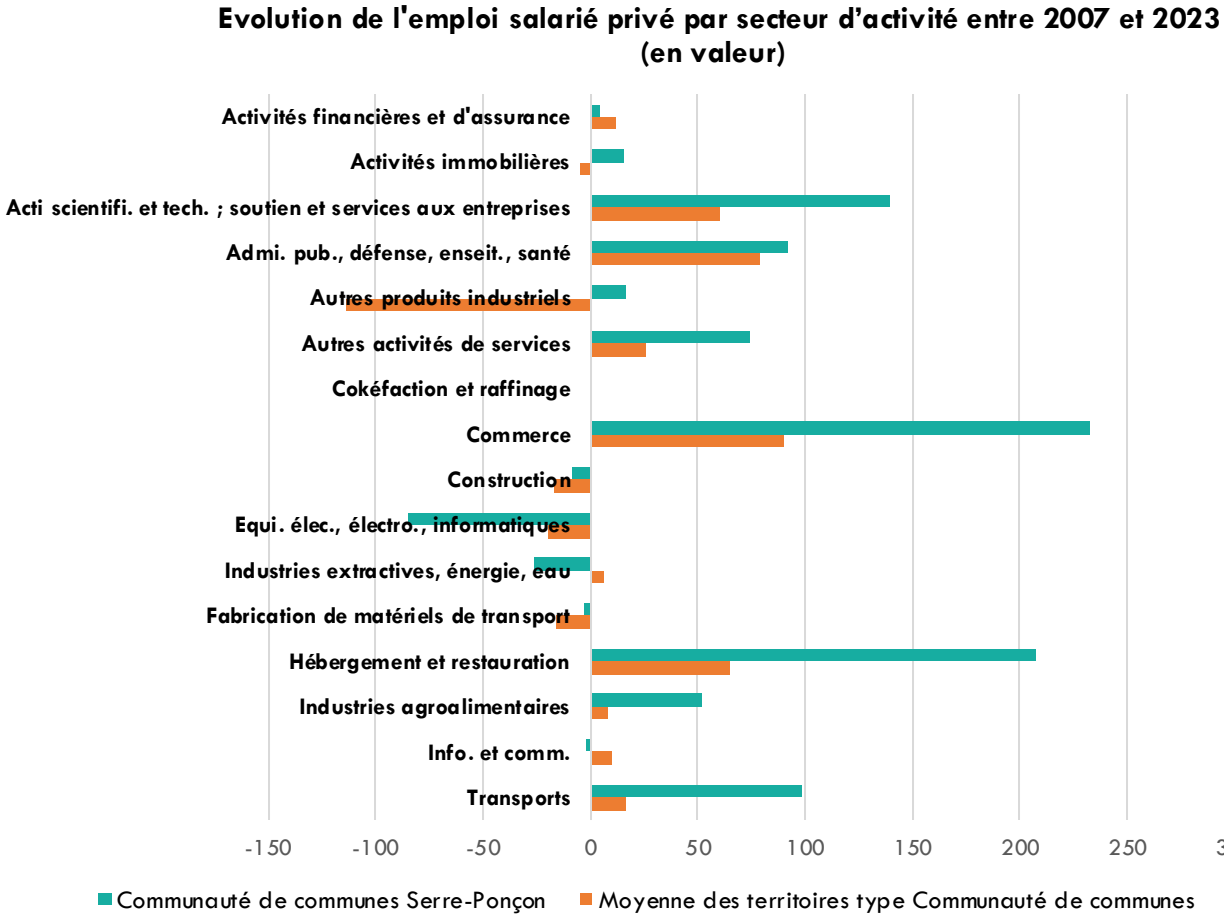


La CCSP est spécialisée dans les secteurs liés au tourisme (hébergement-restauration). L'activité immobilière et la construction, également à noter en tant qu'activités spécialisées, sont liées également pour partie à la qualité touristique du territoire.

L'industrie agroalimentaire, liée au caractère rural et encore fortement agricole du territoire, est la seule activité productive surreprésentée.

Les secteurs de l'industrie sont très faiblement représentés, tout comme les services à forte valeur ajoutée.

TISSU D'ENTREPRISE : DYNAMIQUES ECONOMIQUES SECTORIELLES DEPUIS LA CRISE FINANCIERE DE 2008

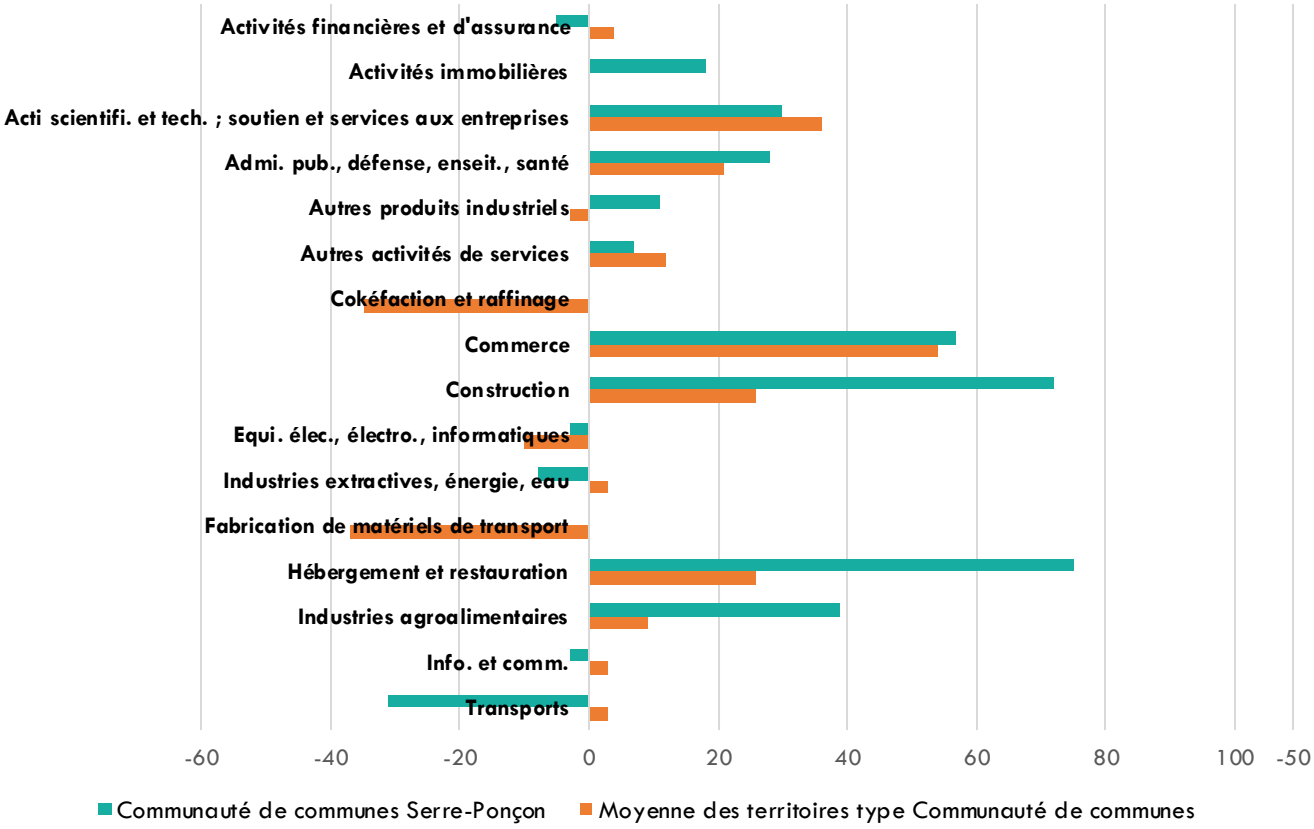


Depuis la crise de 2008, les activités liées au tourisme et au commerce se sont largement renforcées dans la CCSP, tandis que les activités industrielles ont stagné ou régressé. Cette évolution confirme l'ancrage résidentiel du territoire.

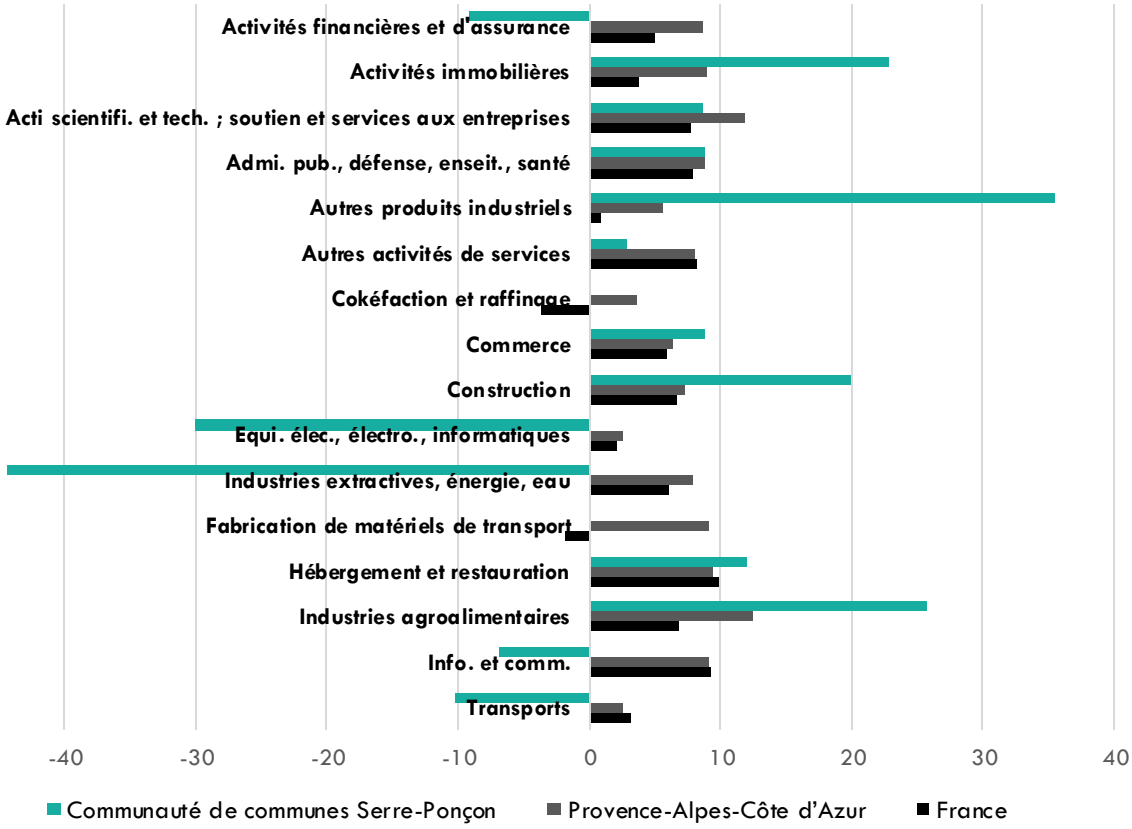
Source : Urssaf

TISSU D'ENTREPRISE : DYNAMIQUES ECONOMIQUES SECTORIELLES DEPUIS LA CRISE SANITAIRE

Evolution de l'emploi salarié privé d'activité entre 2019 et 2023 (en valeur)



Evolution de l'emploi salarié privé d'activité entre 2019 et 2023 (en %)



Les secteurs touristiques ont globalement bien résisté à la crise au regard des performances des territoires de comparaison.
En revanche, les activités productives ont pour l'essentiel connu une stagnation voir une décroissance du stock d'emploi.

Source : Urssaf

COHESION SOCIALE

*Diplôme, précarité, chômage, niveau de
vie et pauvreté*

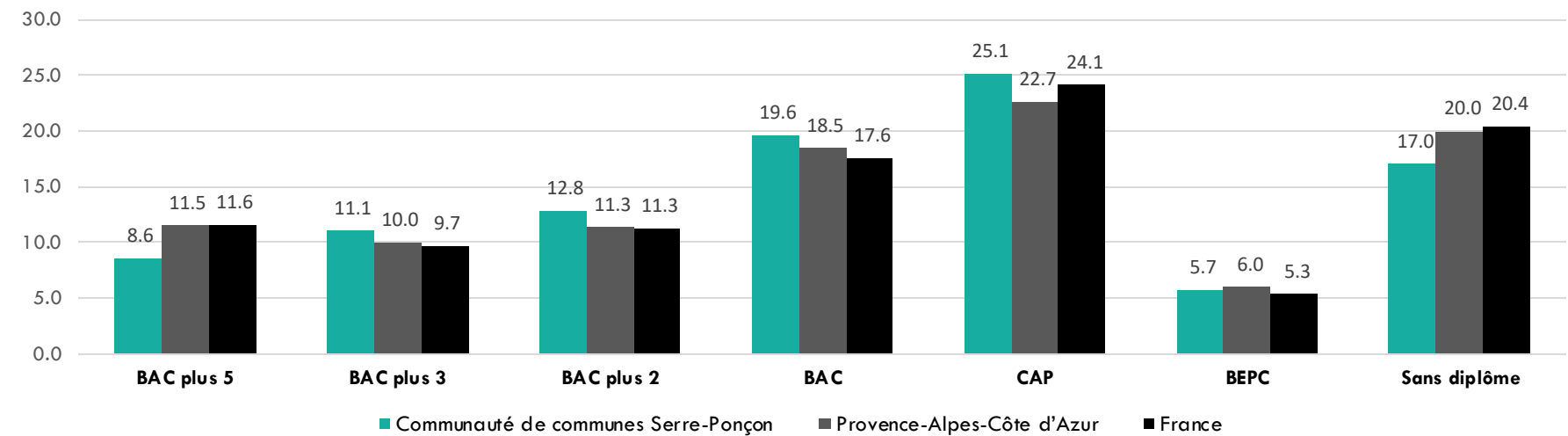


PARTIE 4

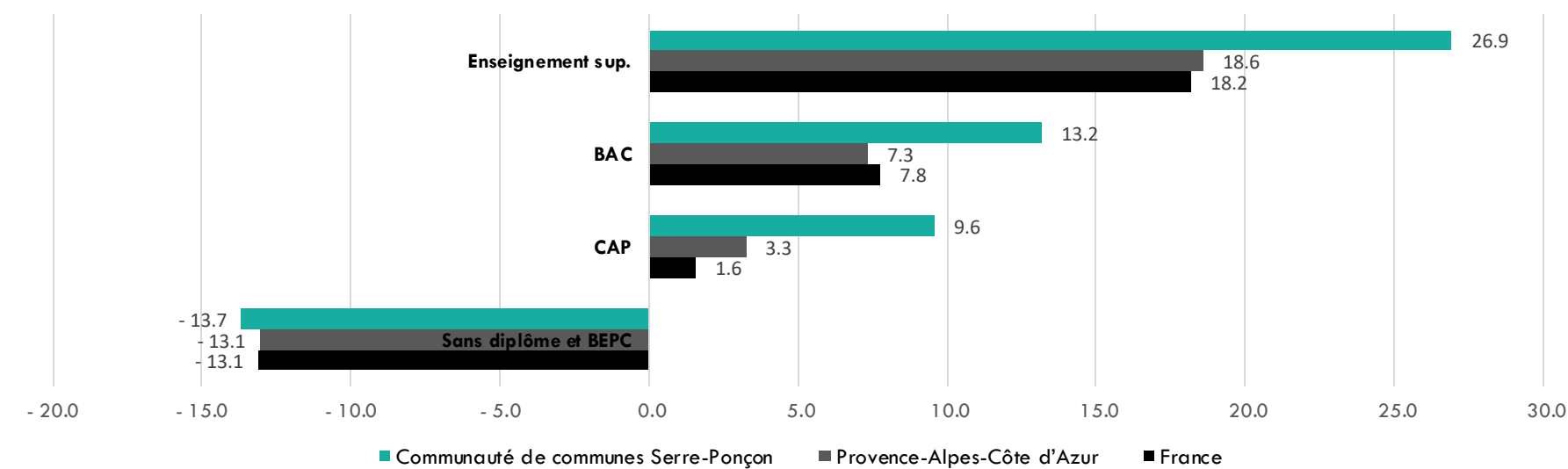
4.1. DIPLOME

DIPLÔME : NIVEAU DE DIPLÔME DE LA POPULATION

Répartition de la population de plus de 15 ans non scolarisée par niveau de diplôme en 2021 (en %)



Evolution de la population de plus de 15 ans non scolarisée par niveau de diplôme entre 2015 et 2021 (en %)



La population de la CCSP est globalement plus diplômée que la moyenne régionale et nationale, sauf en ce qui concerne le niveau Bac +5. Pour le reste, il apparaît que la CCSP compte moins de sans diplôme qu'en moyenne régionale et française, et bénéficie d'une population plus fortement titulaire d'un BAC, d'un CAP, BAC +2 ou BAC + 3.

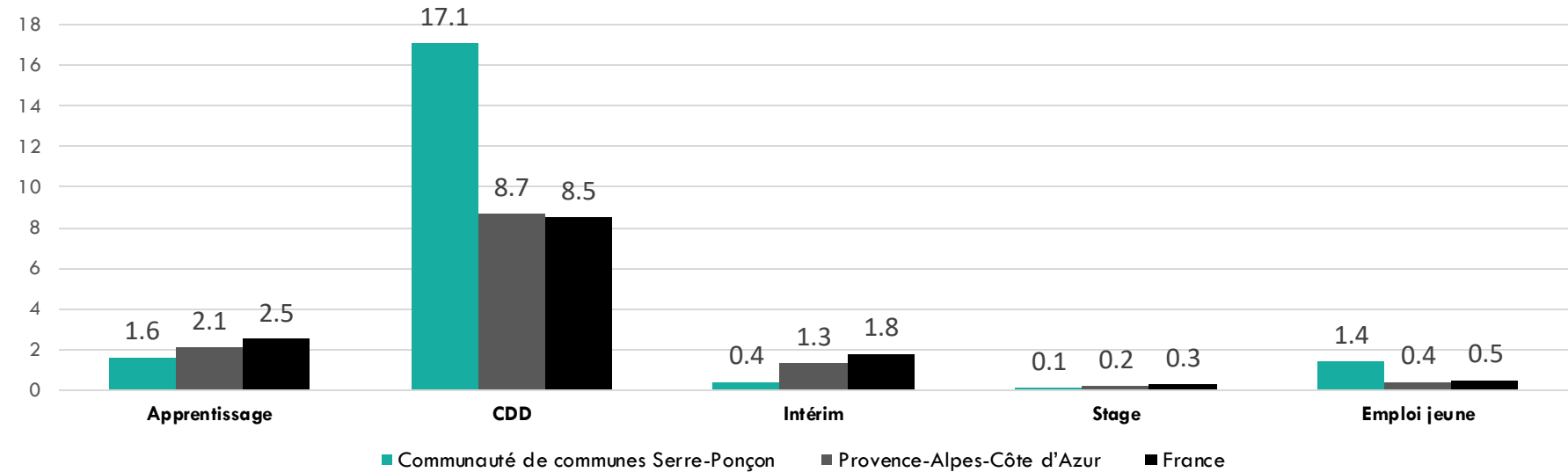
Par ailleurs, la situation de la CCSP évolue mieux qu'en moyenne, en particulier concernant l'enseignement supérieur (+26,9% de diplômés entre 2025 et 2021 contre + 18,6% en moyenne régionale).

Source : Insee – Recensement de la population

4.2. PRECARITE

PRECARITE : PRECARITE DE LA POPULATION AU REGARD DES CONDITIONS D'EMPLOI

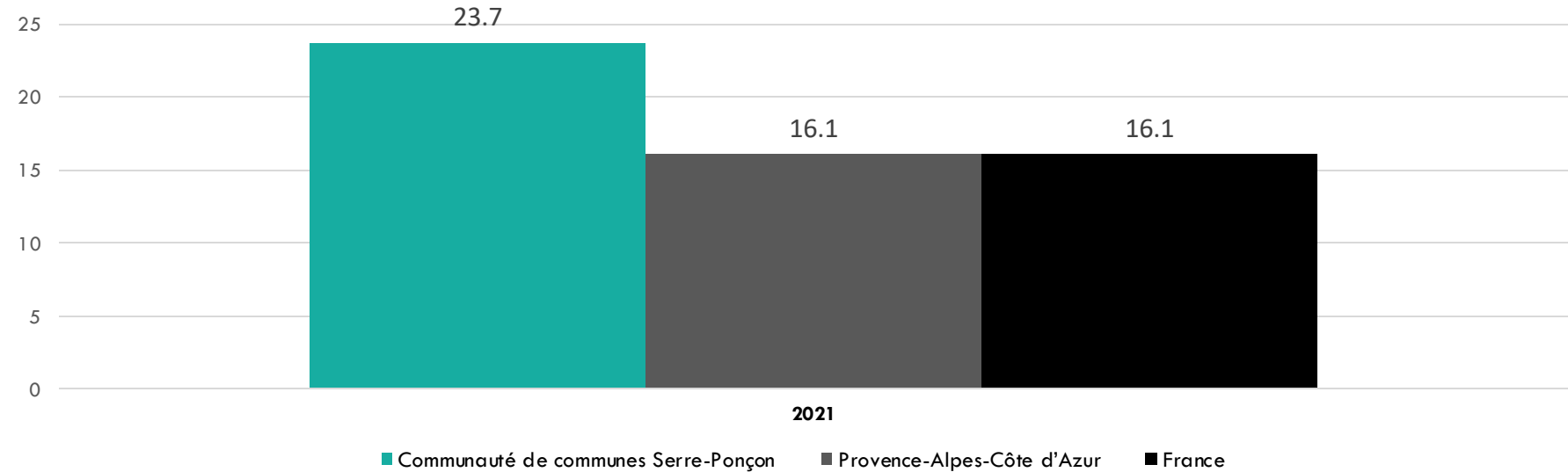
Répartition de la population active occupée par type de contrat instable en 2021 (en %)



La précarité en emploi (temps partiel subi, contrats courts) est plus élevée dans la CCSP qu'en moyenne PACA et nationale.

Cela est cohérent avec la prépondérance des emplois touristiques et saisonniers.

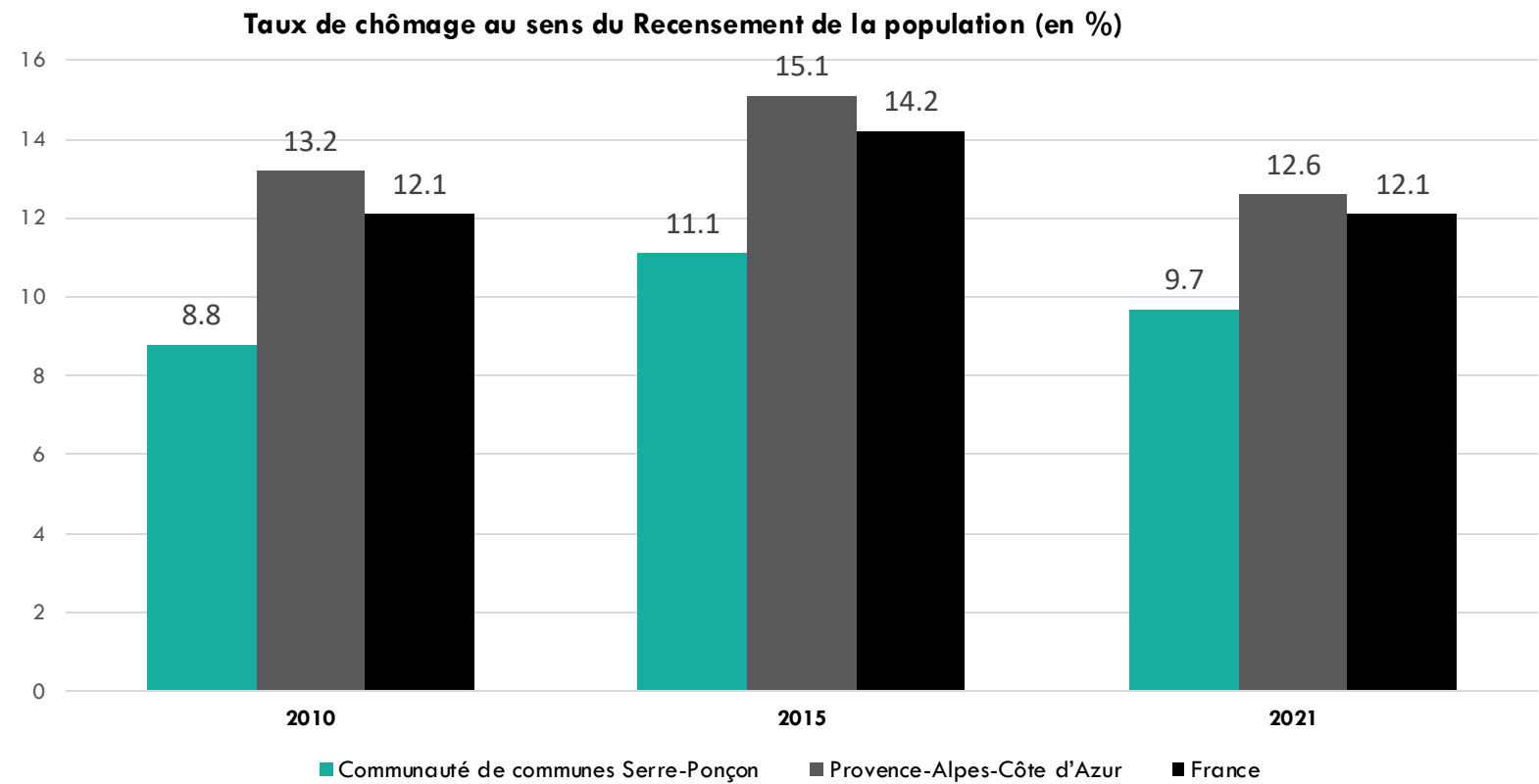
Part des actifs en emploi à temps partiel en 2021 (en %)



Source : Insee – Recensement de la population

4.3. CHOMAGE

CHOMAGE : INTENSITE DU CHOMAGE ET EVOLUTION DU NOMBRE DE CHOMEURS AU SENS DU RECENSEMENT



Le **taux de chômage** est inférieur à la moyenne régionale, marquant la bonne dynamique des emplois locaux (probablement en lien avec la forte dynamique des emplois touristiques).

En revanche, le nombre de chômeurs a eu tendance à baisser moins vite qu'en moyenne régionale et Française entre 2015 et 2021. Ceci est probablement dû à une certaine pression sur l'emploi local, sachant que sur la même période et à l'appui de l'attractivité résidentielle du territoire, la population active a fortement augmenté (notamment chez les 30-45 ans - cf. moteur démographique).

Evolution de la population active entre 2015 et 2021

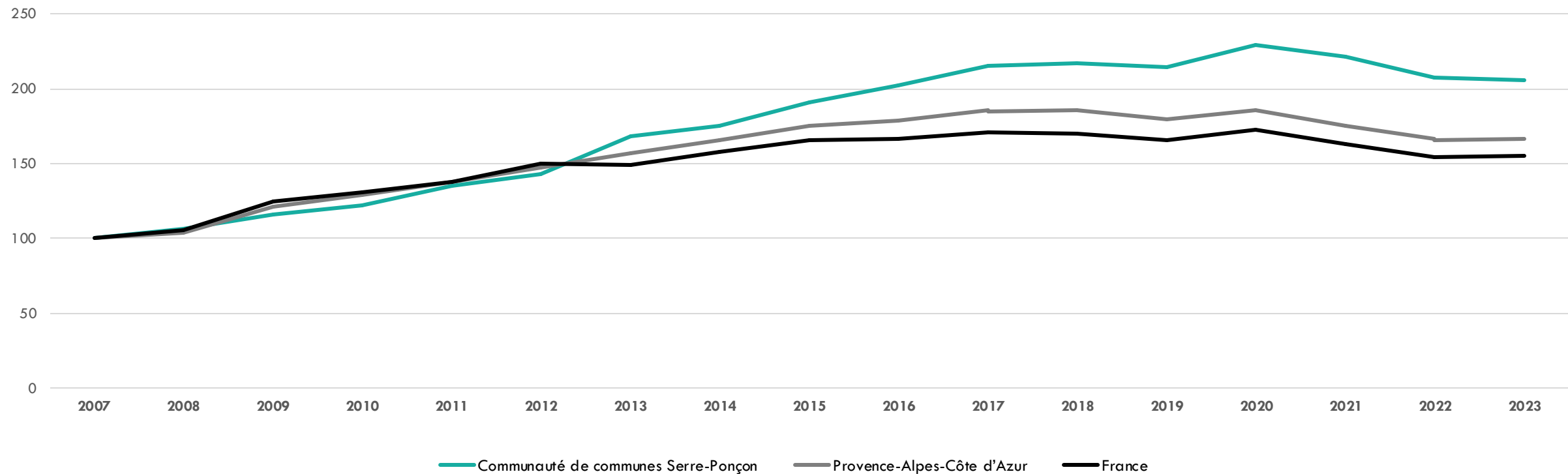
	2015	2021	Evo. (en VA)	Evo. (en %)
Communauté de communes Serre-Ponçon	7 087	7 420	333	4,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 207 521	2 251 796	44 275	2,0%
France	30 757 808	31 179 972	422 164	1,4%

Evolution du nombre de chômeurs entre 2015 et 2021

	2015	2021	Evo. (en VA)	Evo. (en %)
Communauté de communes Serre-Ponçon	787	719	-68	-8,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	333 762	283 221	-50 541	-15,1%
France	4 371 096	3 781 964	-589 132	-13,5%

CHOMAGE : EVOLUTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI

Evolution des demandeurs d'emploi (DEFM ABC) depuis 2007
(en indice, 2007 = 100)



La courbe du nombre de demandeurs d'emploi sur la CCSP suit les mêmes tendances qu'en Région et en France. Ceci dit, elle indique une **augmentation plus rapide du nombre de demandeurs d'emplois** depuis 2012 par rapport aux moyennes, mettant en évidence la **moindre résistance du territoire aux aléas économiques**.

4.4. NIVEAU DE VIE

NIVEAU DE VIE : DISTRIBUTION DU NIVEAU DE VIE DES POPULATIONS ET INEGALITES



Définition : le niveau de vie

Le niveau de vie des ménages est apprécié à la lecture du **revenu disponible**. Ce dernier correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, après abattement et redistribution. Il comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage et les différents revenus de transfert.

Le niveau d'observation du revenu retenu est **l'unité de consommation** (plutôt que le ménage ou la personne). L'unité de consommation est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

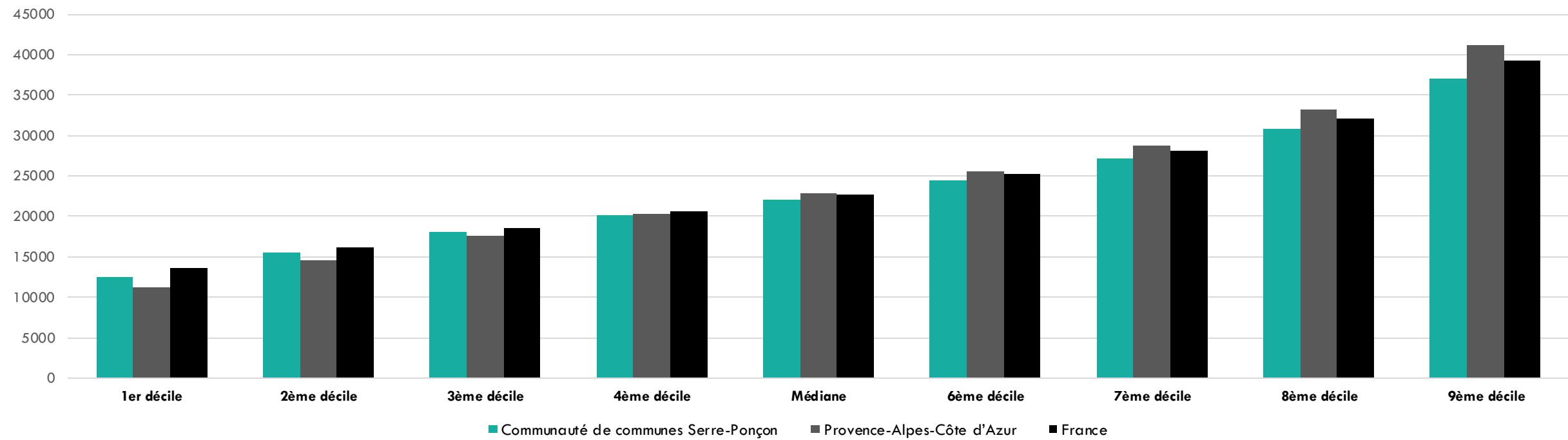
La **médiane** est la valeur qui partage une distribution en deux parties égales. Ainsi, pour une distribution de revenus, la médiane est le revenu au-dessous duquel se situent 50 % des revenus. C'est de manière équivalente le revenu au-dessus duquel se situent 50 % des revenus. La médiane constitue un indicateur plus fiable que la moyenne. D'après l'Insee, en 2021, le niveau de vie médian par unité de consommation s'élevait à 22 740 € en France métropolitaine.

Le **premier décile** est le revenu au-dessus duquel se situent 90 % des revenus. Le 1er décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus pauvres. Il s'élevait en France métropolitaine à 13 550 € en 2021. Le **neuvième décile** est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus. Il concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus riches. Il s'élevait à 39 350 € en 2021 en France métropolitaine.

L'indice de Gini est un indice qui permet de mesurer les inégalités, notamment de revenu. Il est calculé par l'Insee. Compris entre 0 et 1, lorsqu'il est proche de 0, cela signifie que les inégalités sont minimales. Et lorsqu'il est proche de 1, qu'elles sont maximales. En 2021, l'indice de Gini était de 0,263 en France Métropolitaine.

NIVEAU DE VIE : DISTRIBUTION DU NIVEAU DE VIE DES POPULATIONS ET INEGALITES

Distribution du niveau de vie des ménages par déciles en 2021
(en € par unités de consommation)



Niveau d'inégalités de niveau de vie en 2021 (indice de Gini)

	Indice de Gini
Communauté de communes Serre-Ponçon	0,263
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,305
France	0,263

L'indice de Gini, qui mesure les inégalités, est plus faible dans la CCSP que dans la moyenne nationale. Cela traduit **une moindre dispersion des revenus, mais dans un contexte de revenus globalement plus faibles.**

4.5. PAUVRETE

PAUVRETE : EXPOSITION DES MENAGES ET INTENSITE DE LA PAUVRETE

Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté des ménages en 2021

	Taux de pauvreté	Niveau de vie médian	Intensité de la pauvreté
Communauté de communes Serre-Ponçon	13,8	11 140	0,195
Provence-Alpes-Côte d’Azur	17,4	10 800	0,220
France	14,9	10 970	0,208

Le **taux de pauvreté monétaire** correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) étant en situation de pauvreté monétaire, c'est-à-dire qui dispose d'un niveau de vie inférieur à 60 % du niveau de vie médian national. Le seuil de 60 % a été fixé par Eurostat, une direction générale de la Commission européenne chargée de l'information statistique à l'échelle communautaire. En 2021, d'après l'Insee, le taux de pauvreté au seuil de 60 % était de 14,9 % en France Métropolitaine.

L'**intensité de la pauvreté** est un indice calculé par l'Insee qui permet d'apprécier le niveau de pauvreté des populations les plus pauvres. Compris entre 0 et 1, lorsqu'il est proche de 0, cela signifie que l'intensité de la pauvreté est contenue. Et lorsqu'il est proche de 1, qu'elle est maximale. En 2021, l'indice d'intensité de la pauvreté était de 0,208 en France Métropolitaine.

Le taux de pauvreté de la CCSP est nettement inférieur aux moyennes régionale et nationale, tout comme l'intensité de la pauvreté. Le territoire et son tissu économique sont plus en capacité qu'en moyenne de contenir la problématique de pauvreté.

EMPREINTE TERRITORIALE ET VULNERABILITE

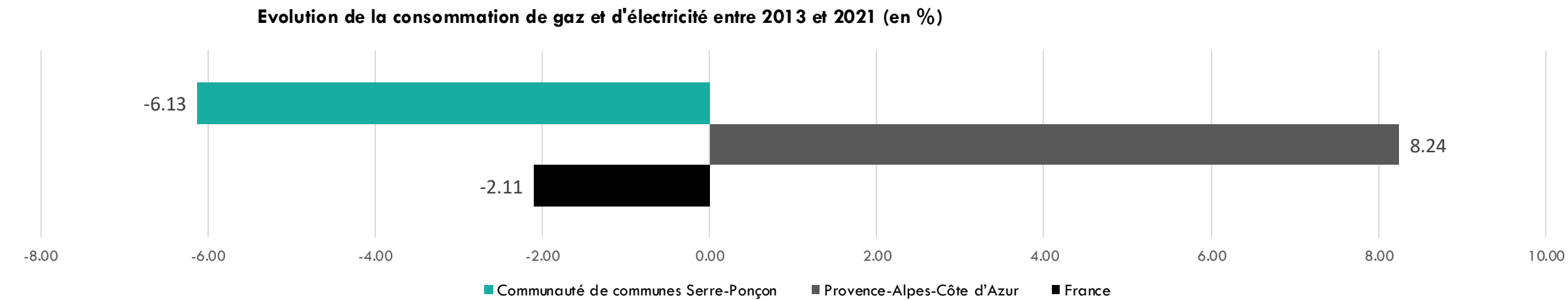
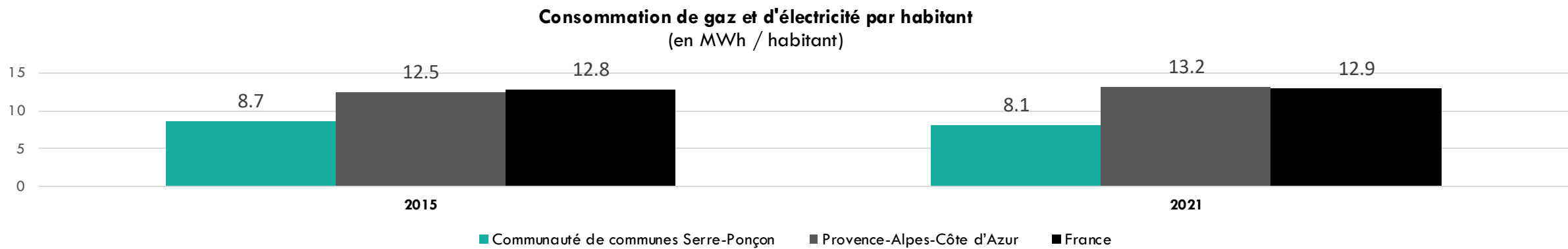
*Consommation d'énergie, émissions de GES,
consommation d'espace et exposition au réchauffement
climatique*

PARTIE 5



6.1. CONSOMMATION D'ENERGIE

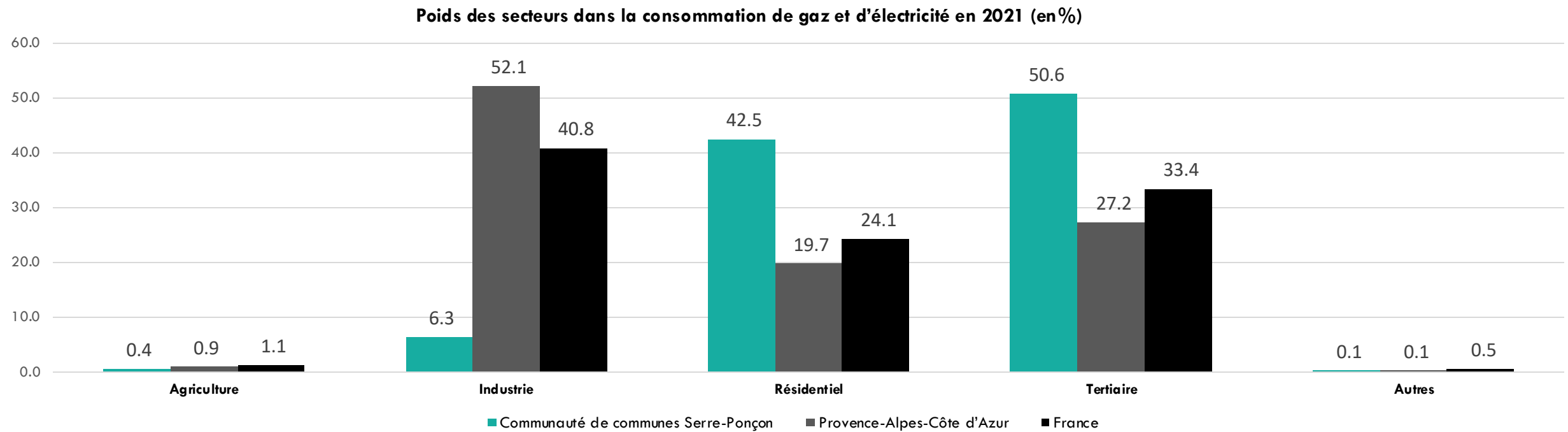
CONSOMMATION D'ENERGIE : CONSOMMATION DE GAZ ET D'ELECTRICITE



La consommation de gaz et d'électricité est nettement plus faible qu'en moyenne régionale et nationale. Elle a tendance par ailleurs à baisser plus fortement qu'en France : -6,13% entre 2013 et 2021 contre -2,11 en France (alors que dans le même temps, elle augmente à l'échelon régional de 8,24%).

Source : Agence ORE & Gestionnaires de réseaux électricité et gaz et Insee – Recensement de la population

CONSOMMATION D'ENERGIE : CONSOMMATION DE GAZ ET D'ELECTRICITE PAR SECTEUR



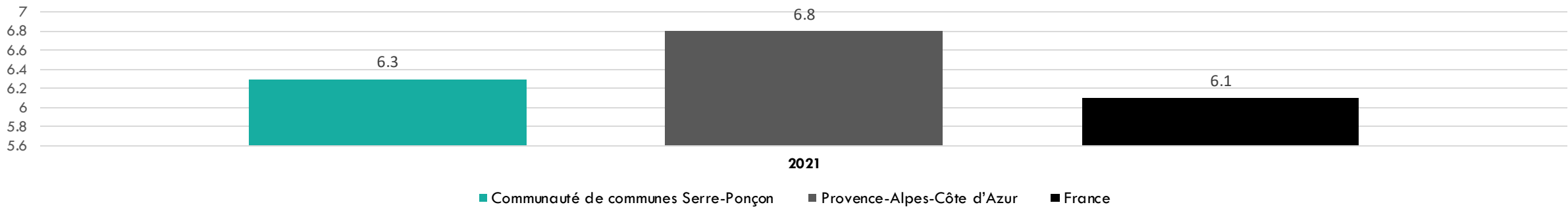
Le secteur des services est le principal consommateur d'énergie de la CCSP (probablement en lien avec la très forte activité touristique du territoire), devant le secteur résidentiel.
Sans surprise, l'industrie représente une part négligeable des consommations (alors qu'en moyenne, elle est la plus importante).

Source : Agence ORE & Gestionnaires de réseaux électricité et gaz et Insee – Recensement de la population

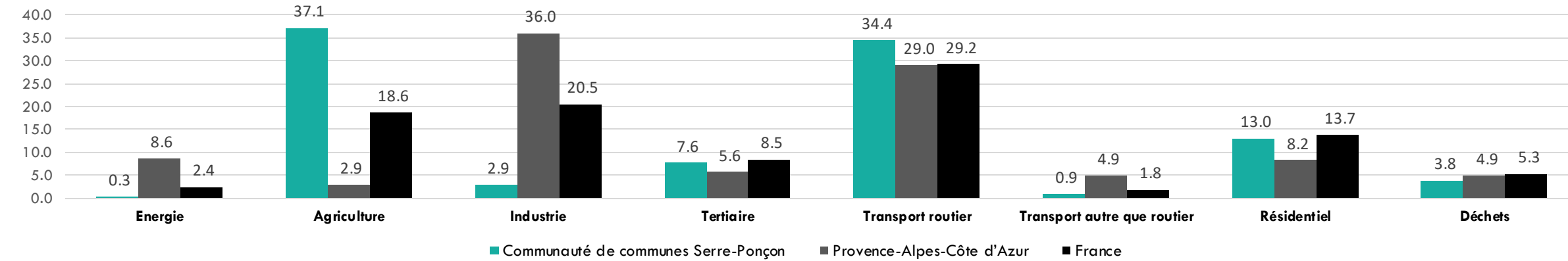
6.2. EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

EMISSIONS DE GES : EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE PAR HABITANT

Emissions de gaz à effet de serre par habitant en 2021
(pouvoir de réchauffement global en tonnes équivalent CO2)



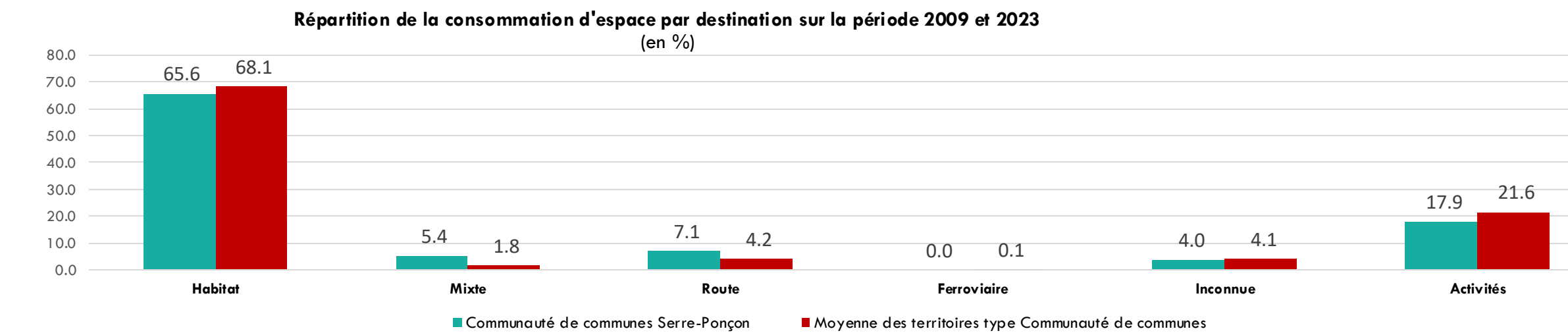
Emissions de gaz à effet de serre par secteur en 2021
(en %)



Les émissions de GES par habitant de la CCSP sont légèrement inférieures à la moyenne nationale, probablement du fait du très faible poids des activités industrielles. Les émissions de GES sont produites sur le territoire en particulier par l'agriculture et le transport routier.

6.3. CONSOMMATION D'ESPACE

CONSOMMATION D'ESPACE : DYNAMIQUE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE



La consommation d'espace sur la CCSP entre 2009 et 2023 est particulièrement élevée au regard de la moyenne des Communautés de Communes françaises, indiquant une dynamique de construction soutenue. L'urbanisation se fait principalement au bénéfice du résidentiel et secondairement de l'activité économique.



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
SERRE-PONÇON

ELABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

PROPOSITION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

Bureau Communautaire - 02/09/2025



LE SCÉNARIO TOURISME QUI RESSORT DU COPIL

UNE AMBITION STRATÉGIQUE POUR LE TOURISME

Un tourisme mieux inséré sur son territoire, limitant ses externalités négatives et fonctionnant de manière annualisée



DEUX GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES



QUI S'INCARNE DANS UN POSITIONNEMENT TOURISTIQUE

*Une destination nature d'exception
La destination nature par excellence*

CONSOLIDER ET QUALIFIER L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE SUR LES PICS DE LA SAISON D'ÉTÉ ET DE LA SAISON D'HIVER

- Mieux gérer l'impact des flux sur l'environnement
- Mieux gérer l'accessibilité et la circulation
- Sécuriser l'activité face aux conséquences du changement climatique
- Stabiliser voire réduire de manière contrôlée les flux, en particulier flux d'excursionnistes
- Centrer l'intervention publique sur les investissements allant dans le sens de la durabilité

DÉVELOPPER DES FLUX TOURISTIQUES NOUVEAUX SUR LES AILES DE SAISON

- Analysez précisément les attentes des cibles de marché
- Inciter et aider les offres existantes (d'activités et d'hébergements) à s'adapter aux attentes de ces clientèles
- Développer de nouvelles offres répondant à leurs attentes par exemple les trails centers ou des offres de valorisation des patrimoines et de la gastronomie
- Travailler sur l'accessibilité et les mobilités sans voiture

Consolider et qualifier l'activité touristique sur les 2 pics de saison en été et en hiver.

- Un double objectif qualitatif plus que quantitatif : maintenir **le chiffre d'affaires sans développer les flux** et mieux **gérer l'impact** des flux.
- Adapter l'offre pour **maintenir le chiffre d'affaires** sans augmenter les flux (qualification, diversification, montée en gamme raisonnée, ...)
- Mieux **gérer l'impact des flux touristiques** sur l'environnement les ressources et le cadre de vie (mobilités sans voiture, stationnement, information des flux, ...) voire **réduire les flux d'excursionnistes**
- Besoin d'une **sélection fine des investissements** de la CCSP ou de ceux qu'elle va accompagner ou faire entrer dans des dispositifs : des critères à définir
- Des développements **avant tout sur les friches touristiques** pour maintenir une capacité d'hébergements professionnels en limitant la consommation de foncier.
- Arbitrage sur les **outils de gestion, voire de réduction, des flux d'excursionnistes à la journée** : stationnement avec question de la tarification et de sa cohérence globale sur la destination, transports en commun, outils de gestion des flux, ...

Développer des flux touristiques nouveaux sur les ailes de saison (mars / septembre et mi mai à mi juin)

- Définir précisément et analyser **les cibles de marché** souhaitées : couples sans enfant, sénior ou non, jeunes adultes en groupe d'amis, scolaires et tourisme d'affaires.
- Faire évoluer les offres et hébergements pour **s'adapter aux attentes de ces nouvelles clientèles** : activités sportives, offres contemplatives de découverte de la nature, offres sur la culture et le patrimoine local, valorisation de la gastronomie et les produits du terroir.
- Mettre en œuvre des **projets d'offres nouvelles comme les trails centers** pour catalyser des flux nouveaux sur ces périodes.
- Travailler sur **l'accessibilité en train et des mobilités** sans voiture

LE SCÉNARIO ECONOMIE QUI RESSORT DU COPIL

UNE AMBITION STRATÉGIQUE POUR L'ECONOMIE

Un territoire propice au développement d'une économie équilibrée, entre développement des activités traditionnelles et développement de nouvelles activités à haute valeur ajoutée



QUI S'INCARNE DANS UN POSITIONNEMENT ALIGNÉ AVEC LES QUALITES DU TERRITOIRE

*Une économie qui a bifurqué vers le développement durable
Un territoire qui porte sa singularité avec ses acteurs économiques*



DEUX GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES

CONSOLIDER ET QUALIFIER L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE EXISTANTE

- Accompagner les activités traditionnelles en les guidant vers le développement durable
- Optimiser les ZA existantes pour ouvrir des possibilités d'implantation nouvelles
- Réserver les fonciers aux entreprises endogènes qui intègrent le développement durable
- Consolider l'offre de services aux entreprises et salariés pour faciliter le quotidien des actifs

ATTIRER DE NOUVEAUX ACTEURS

- Engager des démarches de marketing / nouveau storytelling...
- ... à l'adresse de porteurs de projets et d'entreprises HVA (techno. tous secteurs confondus, dont activités outdoor)
- Sur la base de solutions immobilières adaptées aux besoins des acteurs techno.
- Et d'une offre de services complète
- Réserver de l'offre foncière au développement exogène
- Garantir que les implantations nouvelles répondent aux critères du développement durable

LE SCÉNARIO ECONOMIE QUI RESSORT DU COPIL

Consolider et qualifier l'activité économique existante

- Un double objectif : faciliter le **développement des entreprises locales** et les guider vers des **pratiques de dév. durable**
- Développer une nouvelle **offre foncière sur la base des ZA existantes** (optimisation, réaménagement, densification...), ...
- ... notamment en engageant de la **maîtrise foncière publique** (fonciers les plus stratégiques)
- Définir des **critères (dév. durable) permettant d'arbitrer** l'implantation/ soutien des projets
- Développer une **offre immobilière collective** (hôtel d'entreprises, pôle entrepreneurial...).
- Développer une offre de logements dédiée aux **actifs résidents**, au travers d'une gouvernance collective
- Mettre en place un **écosystème de ressources emploi/ RH** connectant tous les partenaires de l'emploi
- Développer les **services aux entreprises et aux salariés** en particulier la formation

LE SCÉNARIO ECONOMIE QUI RESSORT DU COPIL

Attirer de nouveaux acteurs

- Implanter de nouveaux **acteurs orientés technologies/ innovation** ... garants d'une orientation dév. durable (critères)
- ... **renouveler ainsi les filières locales existantes** (agroalimentaire, NRJ, bâtiments, ...)
- ...et ouvrir de **nouvelles filières (numériques, outdoor sports/ loisirs...)**
- Compléter le storytelling : **une adresse économique à forte valeur ajoutée pour entreprendre...**
- ...et engager une action volontariste de **prospection sur la base** d'une **logique de package** incluant ...
- ... des **lots fonciers dédiés / sanctuarisés** et une offre tertiaire d'**incubation et développement de projets tech.**
- ... ainsi que des **solutions concernant le logement, la formation**, ... besoins de base des nouveaux actifs accueillis